

UNICEF TCHAD – UNITE DES APPROVISIONNEMENTS

**APPEL D'OFFRES LOCAL POUR LA MISE EN PLACE DES ACCORDS
A LONG TERME (LTA) POUR FOURNITURE DES ARTICLES NON-
ALIMENTAIRES (NFIs)**

Références: LITB-2024-9193059

Contents

| | |
|---|-----------|
| APPEL D'OFFRES LOCAL (LITB-2024-9193059) POUR MISE EN PLACE DES ACCORDS A LONG TERME (LTA) POUR FOURNITURE DES ARTICLES NON-ALIMENTAIRES (NFIS). | 3 |
| I. FORMULAIRE DE PROPOSITION | 5 |
| PARTIE I – OBJET DE LA PRÉSENTE DEMANDE DE PROPOSITIONS POUR LA FOURNITURE DES BIENS. | 6 |
| PARTIE II – PROCÉDURE DE DÉPÔT DES PROPOSITIONS | 6 |
| 1. CALENDRIER DE DÉPÔT DES PROPOSITIONS | 6 |
| 2. LANGUE | 8 |
| 3. VALIDITÉ DES SOUMISSIONS ; MODIFICATIONS ET ÉCLAIRCISSEMENTS ; RETRAIT | 8 |
| 4. ADMISSIBILITÉ ; INFORMATION DES CANDIDATS | 9 |
| 5. PRÉPARATION DE LA SOUMISSION | 10 |
| 6. DOCUMENTS RELATIFS À L'APPEL D'OFFRES ; CONFIDENTIALITÉ | 11 |
| 7. SOUMISSIONS MULTIPLES ET SOUMISSIONS PAR DES ORGANISMES LIÉS | 11 |
| PARTIE III – ADJUDICATION | 12 |
| 1. ADJUDICATION | 12 |
| 2. CONDITIONS GÉNÉRALES DES CONTRATS (BIENS) | 12 |
| 3. INSPECTION | 12 |
| 4. DROITS DE L'UNICEF | 12 |
| PARTIE IV – CONDITIONS | 13 |
| 1. PRIX ET REMISES | 13 |
| 2. EXÉCUTION | 14 |
| 3. LIVRAISON | 14 |
| 4. DOMMAGES-INTÉRÊTS LIBÉRATOIRES | 15 |
| PARTIE V – DÉCLARATIONS DU SOUMISSIONNAIRE | 15 |
| 1. PRIX – CLIENT LE PLUS FAVORISÉ | 15 |
| 3. NORMES DÉONTOLOGIQUES | 16 |
| 4. AUDIT | 18 |
| ANNEXES | 19 |
| ANNEXE 1 : GRILLE D'ÉVALUATION TECHNIQUE | 19 |
| ANNEXE 2: CADRE DE DEVIS (VOIR EN PIÈCE JOINTE) | 20 |
| ANNEXE A - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'UNICEF | 20 |
| 1. DÉFINITIONS ET SITE WEB DE LA DIVISION DES APPROVISIONNEMENTS DE L'UNICEF | 20 |
| 2. DELIVRANCE ; INSPECTION ; RISQUE DE PERTE | 20 |
| 3. PRIX; FACTURATION; EXONÉRATION FISCALE; MODALITÉS DE PAIEMENT | 22 |
| 4. DÉCLARATIONS ET GARANTIES ; INDEMNISATION ; ASSURANCE | 23 |
| 5. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE OU AUTRE ; CONFIDENTIALITÉ | 25 |
| 6. RESILIATION ; FORCE MAJEURE | 26 |
| 7. NORMES DÉONTOLOGIQUES | 27 |
| 8. PLEINE COOPÉRATION AUX AUDITS ET ENQUÊTES | 29 |
| 9. PRIVILEGES ET IMMUNITÉS ; RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS | 29 |
| 10. AVIS | 29 |
| 11. DISPOSITIONS DIVERSES | 29 |
| ANNEXE B : TERMES DE RÉFÉRENCE (VOIR PIÈCE JOINTE) | 32 |
| ANNEXE C: DÉCLARATION SUR L'HONNEUR | 33 |
| ANNEXE D : ACTE D'ENGAGEMENT | 34 |
| ANNEXE E: LETTRE DE SOUMISSION | 35 |
| ANNEXE F : FORMULAIRE DE DÉCLARATION DES FOURNISSEURS | 36 |

| | |
|--|----|
| ANNEXE G : CONDE DE CONDUITE UNICEF..... | 39 |
|--|----|

APPEL D'OFFRES LOCAL (LITB-2024-9193059) POUR MISE EN PLACE DES ACCORDS A LONG TERME (LTA) POUR FOURNITURE DES ARTICLES NON-ALIMENTAIRES (NFIs).

Date de Publication : Mercredi 25 septembre 2024

Date de la réunion d'information : Jeudi 03 octobre 2024 de 10h00 à 11h30, heure du Tchad

Date de clôture : Jeudi 10 octobre 2024 à 10h00, heure du Tchad

Date probable d'ouverture des offres : Vendredi 11 octobre 2024 à 8h30mn, heure du Tchad

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) au Tchad invite, par la présente, les soumissionnaires intéressés à présenter leurs propositions d'offres sous pli fermé pour les fournitures reprises en objet.

Les entreprises intéressées par cet appel d'offre peuvent consulter le site UNGM :

<https://www.ungm.org/Public/Notice/247664> Ou envoyer un email tous les jours ouvrables de **9H00 à 16H00 de lundi à jeudi et de 9H à 12H les vendredis** à l'adresse chadprocurement@unicef.org pour obtenir toute la documentation de l'appel d'offre.

Il s'agit d'un appel d'offre ouvert aux Entreprises spécialisées dans **la fourniture et livraison de divers articles non-alimentaires.**

IMPORTANT - INFORMATION ESSENTIELLE

(L'offre ne sera considérée que si le numéro de l'appel d'offres figure sur l'enveloppe réponse ou dans le mail de soumission)

Dans toute correspondance rappeler la référence:

AVIS D'APPEL D'OFFRE N° LITB-2024-9193059 :

APPEL D'OFFRES LOCAL POUR LA MISE EN PLACE DES ACCORDS A LONG TERME (LTA) POUR FOURNITURE DES ARTICLES NON-ALIMENTAIRES (NFIs):

Les offres, (1 ORIGINAL et 2 COPIES) et sous pli cacheté, devront être déposées à la Réception du Bureau de L'UNICEF à Ndjamena à l'adresse ci-dessous indiquée.

Bureau UNICEF Ndjamena / CHAD
Quartier Klemat, Cuvette Saint Martin.
Avenue Général Youssouf Boye,
près du rond-point Shangai.
B.P. 1146, N'Djaména, Tchad

Pour ceux qui souhaiteraient soumissionner par mail, voici l'adresse de soumission : CHD_Tenders_SupplyUnit@unicef.org

Les offres devront parvenir à l'UNICEF au plus tard le 10 octobre 2024 à 10h00, heure du Tchad

L'ouverture publique aura lieu dans les locaux du Bureau Unicef-Ndjamena le vendredi 11 octobre 2024 à 8h30mn.

Cette ouverture devant être publique, les Soumissionnaires ou leurs Représentants pourront y être présents.

Toute demande d'information ou de clarification au document d'appel d'offres peut être obtenue aux adresses suivantes : chadprocurement@unicef.org .

Le dossier de Soumission comprend les documents suivants :

1. Le présent avis d'appel d'offre ;
2. Les Conditions générales de l'UNICEF, qui figurent à l'**Annexe A** ;
3. Les Termes de Reference, **Annexe B**

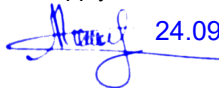
4. La déclaration sur l'honneur, **Annexe C**
5. L'Acte d'engagement, **Annexe D**
6. Les Lettres de soumission (financière), **Annexe E**
7. [Formulaire déclaration du soumissionnaire, Annexe F](#)
8. [Code de conduite UNICEF : protection contre l'exploitation et l'abus sexuel-annexe G](#)

Les Structures qui auront retiré ce dossier d'appel d'offres seront invitées à une réunion de communication et d'explication avant la soumission, au Bureau UNICEF, **le jeudi 3 octobre 2024 de 10h00 à 11h30, heure du Tchad.**

Les offres soumises électroniquement doivent être sur deux fichiers à l'adresse CHD_Tenders_SupplyUnit@unicef.org:

1. Offre administrative et 2. Offre financière.


Préparé Par :
Meounon Memadji Elise
Supply Assistant

 24.09.2024

Revu Par :
Sadadoum YORANGAR
Supply Officer


24.09.2024

Approuvé Par :
Fabrice MUCO
Supply and Logistics Manager / OIC


24.09.2024

I. FORMULAIRE DE PROPOSITION

Ce formulaire de PROPOSITION doit être rempli et signé, puis retourné à l'UNICEF. La proposition doit être faite conformément aux instructions figurant dans cette demande.

MODALITÉS ET CONDITIONS DE CONTRAT

Tout contrat résultant de ce processus doit contenir les Conditions Générales de l'UNICEF (**Voir Annexe A**)

INFORMATION

Toute demande de renseignements au sujet de cette demande doit être transmise par e-mail au plus tard le **3 octobre 2024 à 11h30, heure du Tchad** à : chadprocurement@unicef.org.

L'intitulé du courriel devra mentionner la référence de l'appel d'offre.

AVIS D'APPEL D'OFFRE N° LITB-2024-9193059 :

Le soussigné, après avoir lu les Termes et Conditions de l'UNICEF figurant dans le document de la présente demande de proposition, **LITB-2024-9193059**, s'engage à exécuter les services spécifiés dans le présent document.

Signature: _____

Date : _____

Nom&Titre: _____

Société: _____

Adresse postale: _____

N° Tél / Cell : _____

Fax : _____

E-mail : _____

Validité de l'offre : _____

Monnaie de l'offre : _____

Délai de livraison : _____

Délai de démarrage à partir de la signature du contrat : _____

Ce formulaire signé doit être soumis dans le cadre de la proposition

PARTIE I – OBJET DE LA PRÉSENTE DEMANDE DE PROPOSITIONS POUR LA FOURNITURE DES BIENS.

1. CONTEXTE GENERAL

- 1.1 L'UNICEF s'emploie, dans toutes ses actions, à promouvoir les droits et le bien-être de chaque enfant. Avec ses partenaires, il œuvre dans 190 pays et territoires pour traduire cet engagement en interventions concrètes au bénéfice de tous les enfants du monde, notamment les plus vulnérables et les exclus.

2. APPEL A LA CONCURRENCE

- 2.1 L'objet du présent avis d'appel d'offre est de solliciter des Propositions pour **la mise en place de LTAs pour fourniture et livraison de divers articles non-alimentaires** tels que décrits dans le cadre de devis.

- 2.2 La présente demande de propositions comporte les éléments suivants :

- Le présent document
- Les Conditions générales des contrats de l'UNICEF, qui figurent à l'**Annexe A**
- Les Termes de Références, joints à l'**Annexe B**.
- Le cadre de devis, joints à l'**Annexe 2**.
- La déclaration sur l'honneur, **Annexe C**
- L'Acte d'engagement, **Annexe D**
- Les Lettres de soumission (financière), **Annexe E**
- Formulaire déclaration du soumissionnaire, **Annexe F**
- [Code de conduite UNICEF : protection contre l'exploitation et l'abus sexuel-annexe G](#)

- 2.3 La présente demande de propositions constitue une invitation à soumissionner et ne peut être considérée comme constituant une offre susceptible d'être acceptée ou comme créant un quelconque droit contractuel, légal ou à réparation. Aucun contrat contraignant et, notamment, aucun contrat de procédure ou autre accord ou arrangement n'existe entre le Soumissionnaire et l'UNICEF et la responsabilité de l'UNICEF n'est pas engagée sur le fondement et au titre de la présente demande de propositions tant qu'un contrat n'a pas été signé par l'UNICEF et l'Attributaire.

PARTIE II – PROCÉDURE DE DÉPÔT DES PROPOSITIONS

1. Calendrier de dépôt des Propositions

- 1.1 Accusé de réception de la demande de propositions pour la fourniture de biens. Les Soumissionnaires sont priés d'informer l'UNICEF dès que possible par COURRIEL adressé à chadprocurement@unicef.org qu'ils ont reçu la présente demande d'appel d'offre pour la mise en place de LTAs pour fourniture et livraison de divers articles non-alimentaires.

IMPORTANT : LES PROPOSITIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE ENVOYÉES A L'ADRESSE VISEE CI-DESSUS – TOUTE PROPOSITION ADRESSÉE A LADITE ADRESSE EST REJETÉE.

- 1.2 Les Soumissionnaires doivent aussi immédiatement signaler à l'UNICEF par écrit toute ambiguïté, erreur, omission, contradiction, incohérence ou autre inexactitude relevée dans toute partie de la Demande de propositions, en fournissant toutes précisions s'y rapportant. Ils ne peuvent pas tirer parti de telles ambiguïtés, erreurs, omissions, contradictions, incohérences ou autres inexactitudes.

L'UNICEF regroupe l'ensemble des questions reçues et peut, à sa discrétion, adresser immédiatement une copie de toute question sans mention du Soumissionnaire qui l'a posée ainsi que de la réponse qui lui a été apportée à tous les autres fournisseurs potentiels et/ou publier ces informations sur son site Web et/ou répondre à la question lors

d'une réunion préparatoire. A l'issue d'une telle réunion, un document Questions et Réponses peut être établi et affiché sur le site Web de l'UNICEF.

1.3 Modifications de la Demande de propositions pour la fourniture de services :

À tout moment avant la date limite de dépôt des Propositions, l'UNICEF peut, pour quelque raison que ce soit, de sa propre initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un fournisseur potentiel, apporter des modifications à la Demande de propositions pour la fourniture de services. Si cette dernière est accessible au public en ligne, les modifications sont également affichées en ligne. En outre, tous les fournisseurs potentiels qui ont reçu la Demande de propositions directement de l'UNICEF sont informés par écrit de toutes les modifications qui lui sont apportées. Afin de leur donner le temps nécessaire pour tenir compte de ces modifications, l'UNICEF peut, à sa seule discrétion, repousser la date limite de dépôt des Propositions.

1.4 Date limite de dépôt des Propositions : La date limite de dépôt des Propositions est la suivante :

Jeudi 10 octobre 2024 à 10h00, heure du Tchad

Les Propositions reçues par l'UNICEF après cette date sont rejetées.

1.5 L'Ouverture des offres sera publique.

1.6 Documents constituant l'offre

L'offre présentée par le Soumissionnaire comprendra les documents ci-dessous mentionnés :

A. Documents administratifs.

- i. La copie certifiée conforme de l'autorisation de fonctionner ou celle du Certificat d'Inscription au Registre de Commerce (obligatoire / éliminatoire);
- ii. La copie certifiée conforme de la patente en cours de validité (obligatoire / éliminatoire);
- iii. La copie certifiée conforme de l'Attestation non-redevance fiscale datant de moins de trois (3) mois (obligatoire / éliminatoire);
- iv. La copie certifiée conforme du Certificat de non-faillite, non liquidation judiciaire, non cessation de paiement datant de moins de trois (3) mois (obligatoire / éliminatoire);
- v. La copie certifiée conforme du Certificat que l'entreprise est à jour au regard de la réglementation du travail et de la sécurité sociale (CNPS). (obligatoire / éliminatoire);
- vi. Formulaire déclaration du soumissionnaire (annexe F) dûment rempli, signé et cacheté
- vii. Déclaration sur l'honneur (Annexe D)
- viii. Acte d'engagement (Annexe C)
- ix. Copie des marchés similaires exécutés au cours des 03 dernières années avec justificatifs (obligatoire / éliminatoire);
- x. Numéro **UNGM valide**

NB :

1. Toute offre ne comportant pas l'ensemble de documents obligatoires / éliminatoires ci-dessus cités pourrait être rejetée dès l'ouverture des offres.
2. Les originaux de tous ces documents administratifs pourront être demandés par UNICEF à tout moment lors du processus de sélection des offreurs.

De plus, le Soumissionnaire fournira :

- Numéro UNGM en enregistrant votre structure sur le site de UNGM (United Nations Global Market) par le lien suivant : <https://www.ungm.org/Account/Registration>

B. Documents constituant l'offre financière

- Fournir une fiche des coordonnées bancaires du soumissionnaire (cette fiche devra reprendre le nom et l'adresse de la Banque, le nom du titulaire et celui du représentant habilité, la signature et le cachet de l'entreprise) ;
- Fournir les bilans financiers pour l'exercice 2022 et 2023 ;
- Le cadre de devis détaillé (voir fichier en pièce jointe – Annexe 2).

Toutes les propositions devront être soumises de la manière suivante :

- Enveloppe extérieure portant les mentions suivantes (Sans le Nom de l'entreprise) :

AVIS D'APPEL D'OFFRE N° LITB-2024-9193059 :

APPEL D'OFFRES LOCAL POUR LA MISE EN PLACE DES ACCORDS A LONG TERME (LTA) POUR FOURNITURE DES ARTICLES NON-ALIMENTAIRES (NFIs):

- Enveloppe 1 : Proposition administrative **avec le Nom de l'Entreprise**

AVIS D'APPEL D'OFFRE N° LITB-2024-9193059

APPEL D'OFFRES LOCAL POUR LA MISE EN PLACE DES ACCORDS A LONG TERME (LTA) POUR FOURNITURE DES ARTICLES NON-ALIMENTAIRES (NFIs):

- Enveloppe 2 : Proposition Financière **avec le Nom de l'Entreprise**

AVIS D'APPEL D'OFFRE N° LITB-2024-9193059

APPEL D'OFFRES LOCAL POUR LA MISE EN PLACE DES ACCORDS A LONG TERME (LTA) POUR FOURNITURE DES ARTICLES NON-ALIMENTAIRES (NFIs):

Les enveloppes 1 et 2 contenant les propositions administrative et financière devront être scellées, séparées et insérées dans l'enveloppe extérieure.

Un Comité ad hoc ouvrira les propositions administratives à l'heure indiquée. Aucune offre reçue par la suite ne sera prise en considération. L'UNICEF n'acceptera aucune responsabilité pour l'ouverture prématurée d'une offre mal dirigée ou d'une offre non identifiée correctement.

2. LANGUE

- 2.1 La Soumission établie par le Soumissionnaire et l'ensemble des documents et de la correspondance s'y rapportant échangés entre le Soumissionnaire et l'UNICEF sont rédigés **Français**. Les documents justificatifs et les documents imprimés communiqués par le Soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition qu'ils soient accompagnés d'une traduction appropriée en **Français**. Lors de l'analyse de la Soumission, la version traduite de ces documents justificatifs et documents imprimés prévaut sur la version originale. La responsabilité de la traduction, y compris son exactitude, est exclusivement du ressort du Soumissionnaire.

3. VALIDITE DES SOUMISSIONS ; MODIFICATIONS ET ECLAIRCISSEMENTS ; RETRAIT

- 1.1 Période de validité. Les Soumissions doivent être valables jusqu'à ce qu'un Accord à Long Terme (LTA) en bonne et due forme soit préparé et signé. Une Soumission valable pour une période plus courte n'est pas examinée. L'UNICEF peut demander au Soumissionnaire de proroger la période de validité. Les Soumissions pour lesquelles la prorogation de la période de validité est refusée par les Soumissionnaires sont disqualifiées.
- 3.2 Autres modifications. Toutes les modifications apportées à une Soumission doivent être communiquées à l'UNICEF avant la date limite de dépôt. Le Soumissionnaire doit indiquer clairement que la Soumission révisée constitue une version modifiée et remplace la version antérieure, ou indiquer les modifications par rapport à la Soumission initiale.
- 3.3 Retrait de la Soumission. Une Soumission peut être retirée par le Soumissionnaire sur demande envoyée par courriel, par télécopie ou par écrit à l'UNICEF avant la date limite de dépôt. Une négligence de la part du Soumissionnaire ne confère aucun droit de retrait de la Soumission après son ouverture.
- 3.4 Éclaircissements demandés par l'UNICEF. Lors de l'évaluation des Soumissions, l'UNICEF peut, à sa seule discrétion, demander des éclaircissements à tout Soumissionnaire afin de bien comprendre sa Soumission et de pouvoir procéder plus efficacement à l'examen, l'évaluation et la comparaison des Soumissions. L'UNICEF peut demander ces éclaircissements par le biais de communications écrites ou peut organiser un entretien avec tout Soumissionnaire. Aucune modification du prix ou de la substance de la Soumission n'est demandée, proposée ou autorisée, sauf si cela est nécessaire pour permettre la correction d'erreurs de calcul décelées par l'UNICEF.
- 3.5 Références. L'UNICEF se réserve le droit de contacter la totalité ou une partie des garants cités par le(s) Soumissionnaire(s) et de rechercher des références auprès d'autres sources qu'il juge appropriées.

4. ADMISSIBILITE ; INFORMATION DES CANDIDATS

- 4.1 Soumissionnaire. Le terme « Soumissionnaire » désigne toute entreprise qui dépose une Soumission sur la base du présent Avis d'appel d'offres et le terme « Soumission » tous les documents fournis par un Soumissionnaire dans sa réponse à cet Avis. Pour être admissible, un Soumissionnaire doit se conformer aux déclarations figurant dans la partie V du présent document, y compris celles concernant les normes déontologiques, notamment les conflits d'intérêts.
- 4.2 Coentreprise, Consortium ou Partenariat.
 - a) Si le Soumissionnaire est un groupe d'entités juridiques qui formeront ou ont formé une coentreprise, un consortium ou un partenariat pour le dépôt de la Soumission, ces entités confirment chacune dans leur Soumission conjointe :
 - i) qu'elles ont désigné une partie pour agir en tant qu'entité chef de file, dûment habilitée à engager juridiquement les membres de la coentreprise conjointement et solidairement, comme en atteste un Contrat de coentreprise conclu entre elles, qui est joint à la Soumission ;
 - ii) que, si elles sont retenues pour conclure l'Accord à long terme (biens), l'entité chef de file désignée conclut cet Accord avec l'UNICEF et agit pour le compte et au nom de toutes les entités composant la coentreprise.
 - b) Une fois la Soumission déposée auprès de l'UNICEF, l'entité chef de file désignée pour représenter la coentreprise n'est pas changée sans le consentement écrit préalable de l'UNICEF.
 - c) Si l'Attributaire est une coentreprise, l'UNICEF conclut l'Accord à long terme (biens) avec la coentreprise, représentée par son entité chef de file désignée. L'entité chef de file signe l'Accord à long terme (biens) pour le compte et au nom de toutes les autres entités membres.

- 4.3 Soumissions émanant d'organismes gouvernementaux. L'admissibilité de Soumissionnaires qui appartiennent en tout ou en partie à l'État est subordonnée à une évaluation et à un examen plus approfondis par l'UNICEF de divers éléments tels que le fait d'être enregistrés en tant qu'entité indépendante, l'importance de la participation de l'État, le droit à des subventions, le mandat et l'accès à des informations relatives au présent Avis d'appel d'offres, entre autres facteurs pouvant se traduire par un avantage indu par rapport aux autres Soumissionnaires et entraîner le rejet de la Soumission.

5. PREPARATION DE LA SOUMISSION

- 5.1 Il appartient aux Soumissionnaires de réunir tous les renseignements voulus pour la préparation de leurs Soumissions. Dans cette optique, ils doivent veiller à :
- examiner l'ensemble des termes, conditions et instructions formelles énoncés dans l'Avis d'appel d'offres (y compris la section Instructions aux Soumissionnaires) ;
 - étudier l'Avis d'appel d'offres afin de s'assurer qu'ils possèdent une copie complète de tous les documents ;
 - consulter les Dispositions contractuelles types de l'UNICEF et les Conditions générales des contrats (biens) de l'UNICEF disponibles sur le site Web de l'organisation consacré aux achats : http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html ;
 - étudier les politiques de l'UNICEF accessibles au public sur le site de l'organisation consacré aux achats : http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html. En particulier, les Soumissionnaires doivent se familiariser avec les obligations imposées aux fournisseurs, à leur personnel et à leurs sous-traitants en vertu de la Politique de lutte contre la fraude et la corruption appliquée par l'UNICEF et de sa Politique de conduite pour la promotion de la protection et de la défense des enfants ;
 - participer à toute réunion préparatoire obligatoire aux termes du présent Appel d'appel d'offres ;
 - pleinement s'informer des conditions imposées par toute autorité compétente et des lois applicables ou pouvant s'appliquer à l'avenir à la fourniture de biens, et s'y conformer.
- 5.2 Les Soumissionnaires reconnaissent que l'UNICEF, ses dirigeants, son personnel et ses agents ne confirment ni ne garantissent (expressément ou implicitement) l'exactitude ou l'exhaustivité du présent Avis d'appel d'offres ou de tous les autres renseignements qui leur sont fournis.
- 5.3 Le Soumissionnaire qui ne satisfait pas à toutes les conditions et instructions énoncées dans l'Avis d'appel d'offres ou qui ne communique pas tous les renseignements demandés le fait à ses propres risques et peut voir sa Soumission rejetée.
- 5.4 La Soumission doit être présentée en respectant le format du présent Avis d'appel d'offres. Chaque Soumissionnaire doit répondre aux demandes ou aux conditions qui y sont formulées par l'UNICEF, indiquer qu'il les comprend et confirmer qu'il les accepte. Il doit préciser toute hypothèse de fond posée lors de la préparation de sa Soumission. Différer une réponse à une question ou à un problème à une étape quelconque de la négociation d'un contrat (le cas échéant) n'est pas acceptable. Tout élément qui n'est pas expressément abordé dans la Soumission est considéré comme accepté par le Soumissionnaire. Les réponses incomplètes ou inadéquates, l'absence de réponse ou les fausses déclarations dans les réponses aux questions ont une incidence sur l'évaluation de la Soumission.
- 5.5 Le Formulaire de soumission dûment rempli et signé doit être joint à la Soumission. Il doit être signé par un représentant dûment autorisé de l'Organisation/de la Société.
- 5.6 Les Soumissions doivent porter clairement le numéro de l'Avis d'appel d'offres.
- 5.7 Si des feuilles de réponse sont fournies par l'UNICEF, elles doivent être remplies par le Soumissionnaire.
- 5.8 Chaque Soumissionnaire reconnaît que sa participation à tout stade de la présente procédure d'appel à la concurrence se fait à ses propres risques et coûts. Les frais engagés par le Soumissionnaire au titre de la préparation de la Soumission ou de la réponse au présent Avis d'appel d'offres, de la présentation d'échantillons, de la

participation à toute réunion préparatoire, d'une inspection des lieux, de réunions ou de présentations orales sont à sa charge, et non à celle de l'UNICEF, quel que soit le déroulement ou le résultat de la procédure.

6. DOCUMENTS RELATIFS A L'APPEL D'OFFRES ; CONFIDENTIALITE

- 6.1 Le présent Avis ainsi que tous les documents relatifs à l'appel d'offres fournis par le Soumissionnaire à l'UNICEF sont considérés comme appartenant à l'UNICEF et ne sont pas restitués au Soumissionnaire.
- 6.2 S'agissant des renseignements contenus dans les documents relatifs à l'appel d'offres que le Soumissionnaire considère comme confidentiels, la mention « confidentiel » doit être clairement apposée au regard de la partie pertinente du texte, et l'UNICEF traite ces renseignements en conséquence.
- 6.3 L'ensemble des éléments d'information et des documents fournis aux Soumissionnaires par l'UNICEF (« Dossier d'appel à la concurrence ») doivent être traités comme confidentiels par les Soumissionnaires. S'il renonce à répondre au présent Appel d'offres, ou si sa Soumission est rejetée ou n'aboutit pas, le Soumissionnaire restitue sans délai à l'UNICEF toutes les pièces du Dossier d'appel à la concurrence, ou les détruit où les supprime. Il ne les utilise pas à d'autres fins que la préparation d'une Soumission et ne les divulgue pas à un tiers, sauf : a) avec le consentement écrit préalable de l'UNICEF ; b) lorsque le tiers concerné aide le Soumissionnaire à préparer sa Soumission, à condition que le Soumissionnaire se soit préalablement assuré du respect par ledit tiers de l'obligation de confidentialité ; c) si, au moment du présent Avis d'appel d'offres, le Soumissionnaire est légalement en possession des éléments d'information et documents concernés par l'intermédiaire d'une partie autre que l'UNICEF ; d) si la loi l'exige et à condition que le Soumissionnaire ait préalablement informé l'UNICEF par écrit de son obligation de divulguer le Dossier d'appel à la concurrence ; e) si les éléments d'information et documents concernés sont généralement et publiquement accessibles, autrement qu'en raison d'une atteinte au devoir de confidentialité par leur destinataire.

7. Soumissions multiples et Soumissions par des organismes liés

- 7.1 Les Soumissionnaires ne présentent pas plus d'une Soumission dans le cadre de la présente procédure d'appel à la concurrence.
- 7.2 Si le Soumissionnaire est un groupe d'entités juridiques qui formeront ou ont formé une coentreprise, un consortium ou un partenariat pour le dépôt de la Soumission, ni l'entité chef de file ni les entités membres de la coentreprise ne peuvent déposer une autre Soumission, soit en leur nom propre, soit en tant qu'entité chef de file, soit en tant qu'entité membre d'une autre coentreprise présentant une autre Soumission.
- 7.3 L'UNICEF se réserve le droit de rejeter des Soumissions distinctes déposées par deux Soumissionnaires ou plus si les Soumissionnaires sont des organismes liés et s'ils présentent l'une des caractéristiques suivantes :
 - a) ils ont au moins un associé majoritaire, un administrateur ou un actionnaire en commun ;
 - b) l'un d'eux reçoit ou a reçu une subvention directe ou indirecte de l'autre ou des autres ;
 - c) ils ont une relation l'un avec l'autre, qui donne à un ou plusieurs d'entre eux accès à des informations confidentielles concernant l'(les) autre(s) Soumission(s), ou ayant une incidence sur l'(les) autre(s) soumission(s) ;
 - d) ils sont chacun sous-traitant pour la Soumission de l'autre, ou, en tant que sous-traitant d'une Soumission, l'un d'entre eux présente aussi une autre Soumission en son nom en tant que Soumissionnaire chef de file ;
 - e) un expert proposé pour faire partie de l'équipe d'un Soumissionnaire participe à plus d'une Soumission dans le cadre de la présente procédure d'appel à la concurrence.

PARTIE III – ADJUDICATION

1. Adjudication

- 1.1 Évaluation. L'évaluation est effectuée par l'UNICEF conformément à ses règlements, règles et pratiques et toutes les décisions sont prises à la seule discrétion de l'organisation.

Après l'ouverture des plis, l'UNICEF suit les étapes suivantes dans l'ordre indiqué :

- **Premièrement**, chaque Soumission est évaluée pour déterminer sa conformité avec les dispositions obligatoires du présent Avis d'appel d'offres. Les Soumissions jugées non conformes à toutes les dispositions obligatoires sont rejetées à cette étape sans autre examen. Le manque de conformité avec l'une ou l'autre des conditions énoncées dans le présent Avis d'appel d'offres, notamment la non-communication de tous les renseignements requis, peut entraîner le rejet d'une Soumission sans examen ultérieur.

- **Deuxièmement**, l'UNICEF évalue chaque Soumission pour déterminer si les produits proposés sont commercialement et techniquement acceptables conformément à la grille d'évaluation technique (Annexe B : voir les Termes de Références) et s'ils sont de la qualité requise. Les Soumissions sont évaluées sur la base de l'INCOTERM indiqué dans la clause 3.1 de la partie IV ci-dessous.

L'UNICEF attribue l'accord à long terme au(x) Soumissionnaire(s) offrant la combinaison des prix les plus bas acceptables et des délais de livraison les plus courts et les conclusions de la visite technique positive pour autant qu'il considère que la Soumission est raisonnable et qu'il est dans son intérêt de l'accepter. Le résultat de l'évaluation de capacité financière sera aussi un élément de décision si le dossier doit passer par le Comité d'attribution de marché. Le soumissionnaire ayant une évaluation de capacité financière négative ne sera pas retenu pour la suite du processus.

- 1.2 Quantité minimale de commande. Les Soumissionnaires doivent indiquer dans leurs Soumissions si une (des) quantité(s) minimale(s) du (des) article(s) décrits dans la pièce jointe au présent Avis d'appel d'offres doit (vent) être commandée(s). Ces éventuelles quantités minimales de commande sont prises en compte dans l'évaluation.
- 1.3 Accords multiples. L'UNICEF se réserve le droit de recourir à des accords multiples pour tout article lorsqu'il estime qu'il est dans son intérêt de le faire.

2. CONDITIONS GENERALES DES CONTRATS (BIENS)

- 2.1 Les Conditions générales des contrats (biens) de l'UNICEF qui figurent à **l'annexe A** du présent Avis d'appel d'offres s'appliquent à tous les Accords à long terme (biens) et Bons de commande correspondants attribués dans le cadre de la procédure. En signant le Formulaire de soumission, chaque Soumissionnaire est réputé avoir confirmé son acceptation de ces Conditions générales. Le Soumissionnaire est conscient du fait que s'il propose des modifications ou ajoutent des conditions aux Conditions générales, ces modifications ou additions doivent être clairement détaillées dans la Soumission et peuvent avoir une incidence négative sur l'évaluation de celle-ci.

3. INSPECTION

- 3.1 Chaque Soumissionnaire fait en sorte que soit l'UNICEF lui-même, soit une entité représentative désignée puisse avoir accès aux installations où les produits offerts sont fabriqués, à tout moment raisonnable pour inspecter le site de fabrication et les modalités de production, de contrôle de la qualité, d'assurance qualité et de conditionnement des produits. Le Soumissionnaire fournit une aide raisonnable aux représentants de l'organisation pour mener à bien cette évaluation, y compris en leur remettant des copies de tout document (notamment les résultats d'essais ou les rapports de contrôle de la qualité), selon les besoins. L'inspection peut être effectuée en collaboration avec l'autorité nationale compétente. L'impossibilité de réaliser une telle inspection peut entraîner le rejet de la Soumission.

4. Droits de l'UNICEF

- 4.1 L'UNICEF se réserve les droits suivants :

- a) accepter toute Soumission, en tout ou en partie ; rejeter l'une ou toutes les Soumissions ; ou annuler la procédure d'appel à la concurrence dans son intégralité ;
- b) vérifier toutes les informations contenues dans la réponse du Soumissionnaire (celui-ci apportant à l'UNICEF un concours raisonnable pour cette vérification).
- c) invalider toute offre reçue d'un Soumissionnaire qui, de l'avis exclusif de l'UNICEF, a déjà montré son incapacité d'exécuter de manière satisfaisante ou complète les contrats ou les Bons de commande dans les délais impartis, ou qui, selon l'UNICEF, n'est pas en mesure de se conformer aux dispositions de l'Accord à long terme (biens) ;
- d) invalider toute Soumission qui, de l'avis exclusif de l'UNICEF, ne satisfait pas aux conditions et instructions énoncées dans le présent Avis d'appel d'offres.
- e) retirer une attribution à un Soumissionnaire à tout moment avant la signature avec lui d'un Accord à long terme (biens). L'UNICEF n'est pas tenu de fournir de justification, mais il donne un préavis avant tout retrait de ce type.

4.2 L'UNICEF n'est pas redevable envers un Soumissionnaire des frais et dépenses encourus ou des pertes subies par ce dernier comme suite au présent Avis ou à la présente procédure d'appel à la concurrence, notamment les coûts, dépenses ou pertes résultant de l'exercice par l'UNICEF des droits énoncés au paragraphe 4.1 ci-dessus.

PARTIE IV – CONDITIONS

1. Prix et remises

1.1 Prix. Les prix comprennent le coût de l'emballage et du conditionnement des biens conformément aux conditions énoncées sur le site Web de l'UNICEF consacré aux achats http://www.unicef.org/supply/index_41950.html. Ils comprennent aussi le coût de la livraison conformément à l'INCOTERM applicable.

Nonobstant toute remise convenue (au titre du paragraphe 1.4 ci-après), les prix proposés par les Soumissionnaires constituent des prix plafond et restent fixes pendant la durée de l'exécution du bon de commande ferme qui aura été signé sous le LTA et déjà en exécution.

1.2 Modalités de règlement. Les factures ne peuvent être adressées à l'UNICEF qu'une fois que les conditions de livraison prévues dans le Bon de commande [(tels qu'émis en application des dispositions de livraison des (biens))] qui ont été remplies. Le délai de règlement type est de 30 jours francs, après réception de la facture. Le règlement est effectué par virement bancaire dans la devise du Bon de commande.

1.3 Devise

a) Les Soumissionnaires sont priés de libeller les prix unitaires en **franc CFA de l'Afrique Centrale**. L'UNICEF rejette toute Soumission libellée dans une autre devise.

1.4 Remises. Les Soumissionnaires sont priés de donner des indications au sujet :

a) des remises sur quantité/volume, accordées sous forme de réductions des prix en cas d'achats en grandes quantités/gros volumes et d'échelles de prix (c'est-à-dire des prix variables en fonction des différentes quantités achetées) ;

Dans le cas où l'Attributaire est en mesure d'offrir à l'UNICEF des remises sur le (les) prix, les prix unitaires sont réduits pour les Bons de commande concernés.

1.5 Impôts

La section 7 de l'article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies dispose, entre autres, que l'Organisation des Nations Unies, y compris l'UNICEF en tant qu'organe subsidiaire, est **exonérée de tout impôt direct**, à l'exception de la rémunération des services d'utilité publique, et est exonérée de tous droits de douane et prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés pour son usage officiel. Tous les prix/taux indiqués dans la Soumission doivent être nets de tout impôt direct et de tous autres taxes et droits, sauf indication contraire dans l'Avis d'appel d'offres.

2. Exécution

2.1 Sous-traitants. Les Soumissionnaires doivent identifier dans leur Soumission tous les produits qui peuvent être proposés par eux, mais qui proviennent d'un autre fournisseur et/ou pays. Tous les accords de sous-traitance sont examinés par l'UNICEF dans le cadre de son évaluation de la Soumission.

2.2 Coentreprises. La description de l'organisation de la coentreprise/du consortium/du partenariat doit mettre clairement en évidence le rôle que chacune des entités de la coentreprise est appelée à jouer pour satisfaire aux conditions du présent Appel d'appel d'offres, à la fois dans la Soumission et dans le Contrat de coentreprise. Toutes les entités qui composent la coentreprise sont soumises par l'UNICEF à une évaluation pour déterminer si elles répondent aux conditions d'admissibilité et si elles ont les qualifications requises.

Lorsqu'une coentreprise fait état de ses antécédents et de son expérience dans des activités similaires à celles visées dans le présent Avis d'appel d'offres, elle doit présenter des informations :

- a) sur les activités qu'elle a menées conjointement ;
- b) sur les activités qui ont été menées par ses différentes entités appelées à intervenir dans l'exécution des activités définies dans le présent Avis d'appel d'offres.

De précédents contrats ou commandes exécutés par des experts intervenant à titre privé mais qui, de manière permanente ou temporaire, ont été associés à l'un quelconque des membres de la coentreprise ne peuvent pas attester de l'expérience de la coentreprise ou de celle de ses membres et ne peuvent être invoqués que par les experts eux-mêmes dans la présentation de leurs qualifications individuelles.

3. Livraison

3.1 Incoterms.

Les Soumissionnaires sont invités à établir les devis sur la base des modalités de livraison ci-après :

Les divers articles seront à livrer directement par le(s) fournisseur(s) dans les différents Magasins UNICEF ou dans les localités indiquées sur l'Accord à long terme. Voir l'Annexe 2 .

Le non-respect des INCOTERMS demandés pour l'établissement des devis peut entraîner l'invalidation de la Soumission.

3.2 Les livraisons sont effectuées conformément aux instructions figurant sur les Bons de commande de l'UNICEF. Les Soumissionnaires indiquent le délai de livraison réaliste pour chaque article proposé (en fonction des quantités). L'expression « délai de livraison » désigne la période comprise entre la date de réception d'un Bon de commande par le fournisseur et la date de livraison des biens conformément au délai de livraison applicable et aux instructions spécifiées dans le Bon de commande pertinent (émis en application des dispositions de contrat de (biens)) et comprend la période de fabrication et d'emballage des produits, toute éventuelle inspection avant livraison, l'obtention des autorisations ou des licences nécessaires, l'expédition et la fourniture de toute la documentation requise dans le cadre de ladite livraison.

- 3.3 L'UNICEF contrôle et évalue le respect par l'Attributaire du délai de livraison réaliste indiqué dans sa Soumission.

4. Dommages-intérêts libératoires

4.1

« En complément, et sans préjudice, de tous ses autres droits et recours, notamment ceux énoncés dans les Conditions générales des contrats (biens), l'UNICEF peut, si le Fournisseur ne livre pas les Biens prévus dans tout Bon de commande dans les délais de livraison indiqués, ou s'il exerce son droit de refuser les Biens qui ne sont pas conformes aux conditions énoncées dans le Bon de commande correspondant, réclamer des dommages-intérêts libératoires au Fournisseur et, à sa discrétion, soit demander le paiement de ces dommages-intérêts, soit les déduire de la (des) facture(s) du Fournisseur. Ces dommages-intérêts sont calculés comme suit : la moitié d'un pour cent (0,5 %) du prix des Biens concernés pour chaque jour de retard, jusqu'à la livraison de Biens conformes, à concurrence d'un maximum de dix pour cent (10 %) de la valeur du Bon de commande concerné. Le paiement ou la déduction de ces dommages-intérêts ne libère pas le Fournisseur de ses autres obligations ou responsabilités aux du Bon de commande correspondant. »

PARTIE V – DECLARATIONS DU SOUMISSIONNAIRE

1. Prix – Client le plus favorisé

- 1.1 Le Soumissionnaire confirme que les prix indiqués pour les biens visés par la Soumission correspondent aux prix les plus avantageux offerts à tout client du Soumissionnaire (ou de toutes les sociétés qui lui sont affiliées).
- 1.2 Si, à tout moment pendant la durée de l'exécution du contrat (biens) conclu sur la base de la Soumission, un autre client du Soumissionnaire (ou de toute société affiliée à ce dernier) obtient des conditions tarifaires plus avantageuses que celles offertes à l'UNICEF, le Soumissionnaire ajuste rétroactivement les prix et les conditions tarifaires correspondantes prévues au titre du présent Bon de commande correspondant pour s'aligner sur les conditions plus avantageuses et verse rapidement à l'UNICEF toute somme due à ce dernier par suite de cette révision rétroactive des prix.

2. Déclarations générales

En déposant sa Soumission en réponse au présent Avis d'appel d'offres, le Soumissionnaire confirme à l'UNICEF qu'à la date limite de dépôt des Soumissions :

- 2.1 selon le cas, pour mettre au point, se procurer, fabriquer et fournir les biens et pour s'acquitter de ses autres obligations aux termes du (des) Bon(s) de commande correspondant(s). Le Soumissionnaire n'a pas conclu et ne conclura pas d'accord ou d'arrangement qui restreigne ou limite les droits de toute personne d'utiliser, de vendre et d'aliéner les biens ou d'en disposer de toute autre manière.
- 2.2 Tous les renseignements qu'il a fournis à l'UNICEF concernant les biens et lui-même sont avérés, exacts, précis et dénués de tromperie.
- 2.3 Le Soumissionnaire est financièrement solvable et est en mesure de fournir les biens à l'UNICEF conformément aux conditions énoncées dans le présent Avis d'appel d'offres.
- 2.4 L'utilisation ou la fourniture des biens ne viole et ne violera aucun brevet, dessin, dénomination commerciale ou marque de commerce.
- 2.5 La mise au point, la fabrication et la fourniture des biens ont été, sont et seront conformes à toutes les lois, règles et réglementations applicables.

- 2.6 Le Soumissionnaire s'acquitte de ses engagements en tenant pleinement compte des intérêts de l'UNICEF et s'abstient de toute action pouvant nuire à l'UNICEF ou à l'Organisation des Nations Unies.
- 2.7 Il dispose du personnel, de l'expérience, des qualifications, des installations, des ressources financières et de toutes les autres compétences et ressources voulus pour s'acquitter de ses obligations en vertu du (des) Bon(s) de commande correspondante.
- 2.8 Le Soumissionnaire accepte d'être lié par les décisions de l'UNICEF, notamment celles concernant la question de savoir si sa Soumission est conforme aux conditions et instructions énoncées dans le présent Avis d'appel d'offres, ainsi que par les résultats de l'évaluation.

3. Normes déontologiques

L'UNICEF exige que l'ensemble des Soumissionnaires respectent les normes de déontologie les plus strictes tout au long de la procédure d'appel à la concurrence, ainsi que pendant la durée de l'exécution du contrat qui pourrait être conclu à l'issue de cette procédure. Il encourage également activement l'adoption par ses fournisseurs de politiques efficaces de protection et de défense des enfants ainsi que de prévention et d'interdiction de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

En déposant sa Soumission en réponse au présent Avis d'appel d'offres, le Soumissionnaire fait les déclarations et donne les garanties suivantes à l'UNICEF à la date limite de dépôt des Soumissions :

- 3.1 S'agissant de tous les aspects de la procédure d'appel à la concurrence, il a signalé à l'UNICEF toute situation qui pourrait constituer un conflit d'intérêts réel ou potentiel ou qui pourrait raisonnablement être perçue comme telle. En particulier, il a indiqué à l'UNICEF si lui-même ou l'une de ses sociétés affiliées est, ou a été dans le passé, engagé par l'UNICEF pour fournir des services aux fins de la préparation des études techniques, des spécifications, de l'analyse/estimation des coûts et autres documents requis pour l'achat des biens sollicités dans le présent Avis d'appel d'offres ; ou si lui-même ou l'une de ses sociétés affiliées a participé à la préparation et/ou à la conception du programme/projet relatif aux biens sollicités dans le présent Avis d'appel d'offres.
- 3.2 Le Soumissionnaire n'a pas obtenu ou tenté d'obtenir de manière illégale des renseignements confidentiels concernant la présente procédure d'appel à la concurrence et Bon(s) de commande correspondant(s) éventuellement attribués à l'issue de ladite procédure.
- 3.3 Aucun fonctionnaire de l'UNICEF ou de tout organisme des Nations Unies n'a reçu ou ne se verra offrir du Soumissionnaire ou en son nom un avantage direct ou indirect en rapport avec le présent Avis d'appel d'offres, notamment en vue de l'attribution au Soumissionnaire du (des) Bons de commande correspondant(s). Sont notamment considérés comme un tel avantage direct ou indirect les cadeaux, faveurs ou marques d'hospitalité.
- 3.4 Les dispositions suivantes concernant les anciens fonctionnaires de l'UNICEF ont été respectées et continueront de l'être :
 - a) Pendant la période d'un (1) an qui suit la cessation de service d'un fonctionnaire de l'UNICEF, le Soumissionnaire ne peut faire une offre d'emploi directe ou indirecte à cet ancien fonctionnaire si ce dernier a été, au cours des trois années précédant la fin de son engagement, impliqué dans un aspect quelconque des procédures de passation des marchés de l'UNICEF auxquelles le Soumissionnaire a participé.
 - b) Au cours de la période de deux (2) ans qui suit la cessation de service d'un fonctionnaire de l'UNICEF, il est interdit à cet ancien fonctionnaire de communiquer avec l'UNICEF au nom du Soumissionnaire ou d'intervenir en sa faveur, directement ou indirectement, relativement à toute question relevant des responsabilités qu'il assumait au sein de l'organisation.
- 3.5 Ni le Soumissionnaire, ni aucune de ses sociétés affiliées, ni son personnel ou ses administrateurs ne font l'objet d'une sanction ou d'une suspension temporaire imposée par un organisme des Nations Unies ou une autre

organisation intergouvernementale internationale. Le Soumissionnaire informe immédiatement l'UNICEF si lui-même ou l'une de ses sociétés affiliées, ou l'un des membres de son personnel ou l'un de ses administrateurs, se voit imposer une telle sanction ou suspension temporaire pendant la durée du contrat de (biens). Dans un tel cas, l'UNICEF est habilité à suspendre le(s) Bon(s) de commande correspondant(s) pendant une période pouvant aller jusqu'à trente (30) jours ou à les résilier, à sa seule discrétion, avec effet immédiat à la réception d'une notification écrite de la suspension ou de la résiliation, selon le cas, au Soumissionnaire. Si l'UNICEF décide de suspendre le(s) Bon(s) de commande correspondant(s), il a le droit d'y mettre fin à l'expiration du délai de suspension de trente (30) jours, à sa discrétion.

- 3.6 Le Soumissionnaire a) respecte les normes de déontologie les plus strictes ; b) fait tout son possible pour protéger l'UNICEF contre la fraude, dans le cadre de la procédure d'appel à la concurrence et dans l'exécution de tout de (des) Bon(s) de commande correspondant(s) ; et c) se conforme aux dispositions applicables de la Politique de lutte contre la fraude et la corruption de l'UNICEF, qui peut être consultée sur le site Web de l'organisation à l'adresse http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html. En particulier, le Soumissionnaire s'abstient, et fait en sorte que son personnel, ses agents et ses sous-traitants s'abstiennent, de toute pratique corrompue, frauduleuse, coercitive, collusoire ou obstructive, telles que définies dans la Politique de lutte contre la fraude et la corruption de l'UNICEF.
- 3.7 Le Soumissionnaire se conforme à toutes les lois, ordonnances, règles et règlements régissant sa participation au présent Appel d'offres ainsi qu'au Code de conduite des fournisseurs des organismes des Nations Unies (disponible sur le site Web du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies – www.ungm.org).
- 3.8 Ni le Soumissionnaire ni aucune de ses sociétés affiliées ne participent, directement ou indirectement, a) à une pratique incompatible avec les droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris son article 32, ou dans la Convention n° 182 (1999) de l'Organisation internationale du Travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination ; b) à la fabrication, la vente, la distribution ou l'utilisation de mines antipersonnel ou de composants utilisés dans la fabrication de mines antipersonnel.
- 3.9 Le Soumissionnaire a pris et continuera de prendre toutes les mesures voulues pour prévenir la commission de tout acte d'exploitation ou d'agression sexuelle par son personnel, y compris ses employés ou toute personne qu'il a engagée pour fournir des services dans le cadre de sa participation au présent Appel d'offres. À cet égard, toute activité sexuelle avec une personne âgée de moins de dix-huit ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constitue un acte d'exploitation et d'agression sexuelle à l'encontre de cette personne. Le Soumissionnaire a pris et continuera de prendre toutes les mesures voulues pour interdire à son personnel, y compris à ses employés ou à toute autre personne qu'il a engagée, de fournir une somme d'argent, des biens, des services ou quelque autre contrepartie en échange de faveurs ou d'activités sexuelles ou de se livrer à toute activité sexuelle qui constitue une exploitation ou revêt un caractère dégradant.
- 3.10 Le Soumissionnaire confirme qu'il a pris connaissance de la Politique de conduite pour la promotion de la protection et de la défense des enfants de l'UNICEF. Il veille à ce que son personnel comprenne les obligations de notification qui lui incombent et établit et maintient des mesures appropriées pour promouvoir le respect de ces obligations. Il coopère également à la mise en œuvre de cette politique par l'UNICEF.
- 3.11 Le Soumissionnaire informe l'UNICEF dès qu'il a connaissance d'un incident ou d'un signalement incompatible avec les engagements et les déclarations prévus au présent article 3.
- 3.12 Chacune des dispositions de l'article 3 de la présente partie V constitue une condition essentielle de la participation au présent Appel d'offres. En cas de manquement à l'une quelconque de ces dispositions, l'UNICEF a le droit d'exclure le Soumissionnaire de la présente procédure et/ou de toute autre procédure d'appel à la concurrence et de résilier tout Bon de commande qui pourrait avoir été attribué, immédiatement après notification au Soumissionnaire, sans aucune obligation de versement de frais de résiliation ni aucune autre obligation. En outre, le Soumissionnaire pourrait se voir interdire d'entretenir à l'avenir des relations d'affaire avec l'UNICEF et tout autre organisme des Nations Unies.

4. Audit

- 4.1 L'UNICEF peut procéder à des audits ou à des enquêtes portant sur tout aspect d'un Accord à long terme (biens) et/ou du Bon de commande correspondant attribués à l'issue de la présente procédure d'appel à la concurrence, notamment sur les modalités de leur attribution et le respect par le Soumissionnaire des dispositions de l'article 3 ci-dessus. Le Soumissionnaire coopère pleinement et en temps voulu à ces audits ou enquêtes, notamment en mettant à leur disposition, dans un délai et des conditions raisonnables, son personnel et les données et documents pertinents, et en donnant à l'UNICEF et aux personnes chargées de ces audits ou enquêtes, dans un délai et des conditions raisonnables, accès à ses locaux afin qu'ils puissent s'entretenir avec son personnel et consulter toutes les données et tous les documents pertinents. Le Soumissionnaire demande à ses sous-traitants et à ses agents d'apporter leur concours raisonnable à tous les audits ou enquêtes réalisés par l'UNICEF.

ANNEXES

ANNEXE 1 : GRILLE D'ÉVALUATION TECHNIQUE

La qualification technique des soumissionnaires sera l'évaluation sur la base de critères résumés dans le tableau ci-dessous avec la notation **PASS** ou **FAIL**:

| GRILLE D'EVALUATION TECHNIQUE DES PROPOSITIONS (Annexe 1) | | | | |
|---|---|---------------|------|---|
| Item | CRITERES D'EVALUATION TECHNIQUE | QUALIFICATION | | COMMENTAIRES |
| | | FAIL | PASS | |
| 1 | REPONSE GLOBALE | | | |
| | Compréhension de la demande et concordance de la soumission par rapport aux TdRs | | | |
| 1.1 | Complétude de la soumission et de la documentation (documents administratifs exigés). Bonne présentation de la soumission (reliure et séparateur) | | | Le manquement des pièces administratives obligatoires entrainera la disqualification du soumissionnaire. |
| 1.2 | Capacité à fournir l'ensemble des articles demandés (disponibilité et respect du délai de livraison) | | | |
| 2 | EXPERIENCE DU SOUMISSIONNAIRE ET MOYENS DE LIVRAISON | | | |
| 2.1 | Année d'expérience dans la vente des articles (non-vivres): - moins de 3 ans: FAIL - 3 ans ou plus: PASS | | | FAIL = ELIMINATOIRE |
| 2.2 | Nombre de clients et chiffre d'affaires réalisé pendant les 2 dernières années : - Nombre de clients durant la dernière année (2023) : au moins 5 (joindre les copies des bons de commande exécutés). PASS (sinon, FAIL) - Chiffre d'affaires annuel moyen sur les deux dernières années (2022-2023): supérieur égal à XAF 400 millions: PASS (sinon, FAIL) | | | 1. La vérification sera faite pour confirmer les informations fournies sur les clients. 2. 2 FAILS = ELIMINATOIRE |
| 2.3 | Personnel administratif : expérience pertinente et qualification du personnel proposé. En fournir la preuve-. (Joindre les CV. Diplôme ou attestation de formation) : - Un responsable administratif : au moins 3 ans d'expérience. - Un chargé de relation avec les clients : au moins 3 ans d'expérience - Un manager de l'Entreprise : au moins 3 ans d'expérience | | | |
| 2.4 | Références des clients et expérience avec les agences des Nations Unies ou Organisations Internationales: - 3 références ou plus: PASS - moins de 3 références: FAIL | | | FAIL = ELIMINATOIRE |
| 2.5 | Liste des moyens de livraison (cartes grises des véhicules portant le nom de l'Entreprise ou de son gérant ou la preuve de collaboration avec les Services de transport). | | | |
| AVIS TECHNIQUE FINAL | | | | |
| 3 | Vérification et validation des échantillons | | | |
| | 1. Seuls les soumissionnaires qualifiés techniquement seront contactés pour le dépôt des échantillons de certains articles retenus à cet effet pour évaluation qualitative. Voir annexe 2. 2. Certains articles pourraient être retirés de la liste de LTA de certains fournisseurs si l'UNICEF trouve que le rapport qualité/prix n'est pas à son avantage. | | | |
| COMMENTAIRE FINAL | | | | |
| Un soumissionnaire ne serait éligible pour la signature de LTA que s'il remplit les critères cardinaux en matière d'approvisionnement à l'UNICEF: Qualification technique. Visite des locaux positive. Rapport Qualité/Prix intéressant. Evaluation de Capacité financière positive et s'il n'est pas sur la liste des Entreprises/Fournisseurs sous sanction des Nations Unies ou des Organisations Internationales. | | | | |

ANNEXE 2: CADRE DE DEVIS (Voir en pièce jointe)

ANNEXE A - CONDITIONS GENERALES DE L'UNICEF

1. DEFINITIONS ET SITE WEB DE LA DIVISION DES APPROVISIONNEMENTS DE L'UNICEF

1.1 Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes conditions générales **(biens)** :

- a) « Biens » Les biens désignés dans les dispositions à cet effet du Contrat.
- b) « Consignataire » Le consignataire désigné dans le Contrat.
- c) « Contrat » Le contrat d'achat dont font partie les présentes conditions générales (biens). Sont compris les bons de commande émis par l'UNICEF, que ce soit ou non dans le cadre d'un accord à long terme ou contrat similaire.
- d) « Fournisseur » Le fournisseur nommé dans le Contrat.
- e) « Gouvernement hôte » Tout gouvernement avec lequel l'UNICEF a mis sur pied un programme de coopération au développement ; est visé le gouvernement de tout pays dans lequel l'UNICEF fournit une aide humanitaire.
- f) « INCOTERMS® » Les règles internationales pour l'interprétation des termes commerciaux connues sous cette appellation et publiées par la Chambre de commerce internationale, dans leur version la plus récente à la date d'entrée en vigueur du Contrat. Les termes commerciaux utilisés dans le Contrat (tels que « FCA », « DAP » et « CIP ») s'interprètent conformément à la définition qui en est donnée dans les INCOTERMS.
- g) « Informations confidentielles » Les informations ou données qui sont désignées comme telles au moment où elles sont échangées entre les Parties ou qui sont rapidement reconnues comme telles par écrit lorsqu'elles sont fournies sous forme immatérielle ou communiquées oralement ; sont comprises les informations dont la nature confidentielle ou exclusive ressort clairement de leur nature, de leur qualité ou de leurs caractéristiques intrinsèques.
- h) « Parties » Le Fournisseur et l'UNICEF collectivement, la forme singulière désignant l'un ou l'autre individuellement.
- i) « Personnel » S'agissant du Fournisseur, ses responsables, employés, agents, sous- traitants individuels et autres représentants.
- j) « Prix » S'entend au sens du paragraphe 3.1.
- k) « Site Web de la Division des approvisionnements de l'UNICEF » Le site Web de l'UNICEF accessible au public à l'adresse http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html, compte tenu de ses mises à jour successives.
- l) « Société affiliée » En ce qui concerne le Fournisseur, toute personne morale qui lui est affiliée ou associée, y compris toute société mère, filiale et autre entité dans laquelle il détient une participation importante.

1.2 Les présentes conditions générales (biens), le règlement de l'UNICEF en matière d'interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption, le règlement de l'UNICEF concernant la protection des enfants, le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies et la Politique de l'UNICEF en matière de divulgation de l'information mentionnés dans le Contrat, de même que les autres politiques applicables au Fournisseur, sont consultables publiquement sur le site Web de la Division des approvisionnements de l'UNICEF.

Le Fournisseur déclare avoir pris connaissance de toutes ces politiques et de tous ces règlements à la date d'entrée en vigueur du Contrat.

2. DELIVRANCE ; INSPECTION ; RISQUE DE PERTE

2.1 Le Fournisseur délivre les Biens au Consignataire au lieu et dans les délais prescrits dans le Contrat. Il se conforme aux INCOTERMS ou aux règles d'interprétation similaires expressément indiquées dans le Contrat dans la mesure où ils s'appliquent aux Biens à fournir au titre de celui-ci, ainsi qu'à toutes les autres règles et instructions de délivrance qui y sont stipulées. Nonobstant les INCOTERMS, il incombe au Fournisseur d'obtenir les licences nécessaires à l'exportation des Biens.

Le Fournisseur veille à ce que l'UNICEF reçoive en temps voulu tous les documents de transport nécessaires afin qu'il puisse prendre livraison des Biens conformément aux conditions du Contrat. Il ne demande ni n'accepte d'instructions que de l'UNICEF (ou d'entités autorisées par ce dernier à lui donner des instructions) relativement à la fourniture et à la délivrance des Biens.

2.2 Le Fournisseur fait tout en son pouvoir pour répondre aux éventuelles demandes raisonnables de modification des exigences (notamment en matière de conditionnement, d'emballage et d'étiquetage), instructions d'expédition ou date de délivrance des Biens énoncées dans le Contrat. En cas de demande de modification importante touchant les exigences, les

instructions d'expédition ou la date de délivrance des Biens, l'UNICEF négocie avec le Fournisseur toute modification au Contrat jugée nécessaire, notamment quant au Prix et aux modalités de temps. Les modifications ainsi convenues ne prennent effet qu'une fois qu'elles ont été constatées sous la forme d'un avenant écrit signé par l'UNICEF et le Fournisseur. Si les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur ces modifications dans un délai de trente (30) jours, il est loisible à l'UNICEF de résilier le Contrat sans pénalité, nonobstant toute autre disposition de celui-ci.

2.3 Le Fournisseur reconnaît que l'UNICEF peut contrôler ses prestations au titre du Contrat.

Il s'engage à coopérer pleinement aux mesures de contrôle, sans frais ou dépenses supplémentaires pour l'UNICEF, et à fournir toutes informations utiles en réponse aux demandes raisonnables de l'UNICEF, y compris la date de réception du Contrat, l'état d'avancement détaillé de la délivrance, les frais à facturer et les paiements effectués par l'UNICEF ou en suspens.

Inspection

2.4 L'UNICEF ou le Consignataire (le cas échéant) dispose d'un délai raisonnable pour inspecter les Biens après leur délivrance. À la demande de l'UNICEF, le Fournisseur coopère de manière raisonnable avec lui ou le Consignataire, notamment en donnant accès sans frais aux données de production. Il convient que l'inspection des Biens par l'UNICEF ou le Consignataire ou au nom de l'un ou l'autre n'emporte aucune confirmation quant à l'observation des spécifications énoncées au Contrat (y compris les exigences techniques obligatoires). Le fait que l'UNICEF ou le Consignataire effectue ou non une inspection des Biens ne dégage en rien le Fournisseur de ses obligations contractuelles de garantie et autres.

Délivrance n'emportant pas acceptation ; conséquences de la délivrance tardive et de la non-conformité des Biens

2.5 S'il estime ne pas être en mesure de délivrer tout ou partie des Biens au Consignataire à la date prévue au Contrat, le Fournisseur :

- a) consulte immédiatement l'UNICEF en vue de convenir des moyens permettant la délivrance la plus rapide des Biens ;
- b) prend les mesures nécessaires pour accélérer la délivrance, à ses frais exclusifs (sauf si le retard résulte d'un cas de force majeure au sens du paragraphe 6.7 ci-dessous), sur demande raisonnable de l'UNICEF. La délivrance partielle de Biens n'est acceptée que sur approbation écrite et préalable de l'UNICEF.

2.6 La délivrance des Biens n'emporte pas en soi leur acceptation. En cas de non-conformité aux exigences du Contrat ou de délivrance tardive ou de non-délivrance de tout ou partie des Biens au regard des modalités de temps et autres convenues en matière de délivrance, il est loisible à l'UNICEF, sans préjudice de toute autre voie de droit, d'exercer un ou plusieurs des droits ci-après au titre du Contrat à son choix :

- a) Rejeter et refuser d'accepter tout ou partie des Biens (y compris ceux qui sont conformes au Contrat). Le Fournisseur prend alors, à ses frais, toutes dispositions pour leur rappel rapide et, au choix de l'UNICEF, le remplacement rapide des Biens rejetés par d'autres Biens de qualité égale ou supérieure (et supporte tous les coûts liés à ce remplacement), à défaut de quoi l'UNICEF peut exercer ses autres droits énoncés ci-dessous ;
- b) Se procurer tout ou partie des Biens auprès d'autres sources, auquel cas le Fournisseur prend en charge les frais s'ajoutant au solde du Prix de ces Biens ;
- c) Demander au Fournisseur de rembourser tous les versements éventuellement effectués relativement aux Biens qui ont été rejetés ou n'ont pas été délivrés conformément aux modalités de temps et autres convenues ;
- d) Mettre le Fournisseur en demeure et, faute par celui-ci de remédier au manquement, résilier le Contrat dans les conditions prévues au paragraphe 6.1 ci-dessous ;
- e) Exiger du Fournisseur le paiement de dommages-intérêts libératoires dans les formes prévues par le Contrat.

2.7 Conformément aux dispositions du paragraphe 11.6 ci-dessous, le Fournisseur reconnaît expressément que, à l'égard de toute expédition, l'acceptation par l'UNICEF de tout ou partie des Biens qui ont été délivrés en retard ou d'une manière qui n'est pas entièrement conforme aux conditions et instructions convenues ou qui ne sont pas entièrement conformes aux exigences du Contrat n'emporte en aucun cas de sa part renonciation aux droits découlant du retard de la délivrance ou de la non-conformité des Biens.

Risque de perte ; propriété des Biens

2.8 Le risque de perte, d'endommagement ou de destruction des Biens fournis au titre du

Contrat ainsi que la responsabilité du fret et de l'assurance sont régis par les INCOTERMS ou les règles d'interprétation similaires expressément indiquées au Contrat comme s'appliquant aux Biens fournis sous son régime, ainsi que par ses autres stipulations expresses. Les règles ci-après s'appliquent en l'absence d'INCOTERMS, d'autres règles d'interprétation similaires ou d'autres stipulations expresses :

- a) le Fournisseur supporte exclusivement tout risque de perte, d'endommagement ou de destruction des Biens jusqu'à leur délivrance matérielle au Consignataire conformément au Contrat ;
- b) le Fournisseur est seul responsable du transport et du paiement des frais de fret et d'assurance liés à l'expédition et à la délivrance des Biens conformément aux exigences du Contrat.

2.9 Sauf stipulation expresse du Contrat à l'effet contraire, la propriété des Biens est transférée du Fournisseur au Consignataire lorsque ceux-ci sont délivrés conformément aux conditions convenues et acceptés en conformité avec le Contrat.

3. PRIX; FACTURATION; EXONERATION FISCALE; MODALITES DE PAIEMENT

3.1 Le prix des Biens correspond au montant précisé dans la clause à cet effet du Contrat (« Prix »); sauf stipulation expresse de celle-ci à l'effet contraire, ce montant est libellé en dollars des États-Unis. Il comprend le coût du conditionnement et de l'emballage des Biens conformément aux exigences du Contrat ainsi que leur délivrance conformément aux conditions applicables. Il comprend également tous les frais, dépenses, droits ou charges que le Fournisseur peut devoir acquitter dans le cadre de l'exécution de ses obligations au titre du Contrat ; sans préjudice ni limitation des dispositions du paragraphe 3.3 ci-dessous, tous les droits et autres impôts perçus par quelque autorité ou entité doivent toutefois être indiqués séparément. Il reste entendu et convenu que le Fournisseur s'interdit de demander la révision du Prix après la délivrance des Biens et que le Prix ne peut être modifié que par accord écrit conclu entre les Parties préalablement à la délivrance.

3.2 Le Fournisseur ne présente de facture à l'UNICEF qu'après avoir rempli les conditions de délivrance prévues au Contrat. Il remet :

- a) une (1) facture pour le paiement recherché, dans la devise prévue au Contrat et en anglais, avec mention du numéro de référence figurant sur la page de couverture du Contrat ;
- b) des copies des documents d'expédition et autres pièces justificatives précisées au Contrat.

3.3 Le Fournisseur autorise l'UNICEF à déduire de ses factures toute somme correspondant aux impôts directs (à l'exclusion des charges liées aux services publics), aux droits de douane et aux autres charges similaires à l'égard des articles importés ou exportés pour l'usage de l'UNICEF, conformément à l'exonération prévue à la section 7 de l'article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies de 1946. En cas de refus par les autorités nationales d'appliquer cette exonération, le Fournisseur consulte immédiatement l'UNICEF en vue d'arrêter une façon de procéder acceptable pour les deux Parties. Il apporte sa pleine coopération à l'UNICEF pour l'aider à obtenir l'exonération ou le remboursement des impôts sur la valeur ajoutée et autres impôts similaires.

3.4 L'UNICEF informe le Fournisseur de toute contestation ou incohérence dans le contenu ou la forme de toute facture. Lorsque la contestation ne porte que sur une partie de la facture, l'UNICEF verse au Fournisseur le montant de la partie non contestée conformément au paragraphe 3.5 ci-dessous. L'UNICEF et le Fournisseur se concertent de bonne foi pour résoudre rapidement toute contestation relative à une facture. Une fois la contestation résolue, les montants dont la facturation n'était pas conforme au Contrat sont déduits des factures où ils figurent et l'UNICEF paie les éléments restants conformément au paragraphe

3.5 dans un délai de trente (30) jours à compter de la résolution définitive de la contestation.

3.5 L'UNICEF règle le montant non contesté de la facture du Fournisseur dans un délai de trente (30) jours suivant la réception de celle-ci, des documents d'expédition et des autres pièces justificatives, conformément au paragraphe 3.2 ci-dessus. Le montant payé tient compte de toute remise figurant dans les conditions de paiement prévues au Contrat. Le Fournisseur n'a droit à aucun intérêt en cas de paiement tardif ou sur quelque somme due au titre du Contrat, et aucun intérêt ne court sur les sommes retenues par l'UNICEF en cas de contestation. Le paiement ne dégage pas le Fournisseur des obligations que lui impose le Contrat et n'emporte ni acceptation des Biens ni renonciation aux droits afférents.

3.6 Sur chaque facture, le Fournisseur fait porter les coordonnées bancaires qu'il a fournies à l'UNICEF lors de son enregistrement. Tous les paiements dus au Fournisseur au titre du Contrat sont effectués par virement électronique sur son compte bancaire. Il incombe au Fournisseur de s'assurer que les coordonnées bancaires qu'il a fournies à l'UNICEF sont à

jour et exactes et de communiquer tout changement par écrit à celui-ci, accompagné de pièces justificatives considérées satisfaisantes par lui.

3.7 Le Fournisseur reconnaît et accepte que l'UNICEF est en droit de retenir le paiement de toute facture s'il estime que ses prestations ne sont pas conformes aux conditions du Contrat ou que les pièces justificatives fournies à l'appui de la facture sont insuffisantes.

3.8 L'UNICEF est en droit de déduire de toute somme due et exigible au titre du Contrat toute créance, dette ou autre réclamation (y compris tout trop-perçu) que le Fournisseur lui doit au titre du Contrat ou de tout autre contrat ou accord conclu entre les Parties. L'UNICEF n'est pas tenu de donner préavis au Fournisseur avant d'exercer ce droit de compensation (le Fournisseur renonçant à un tel préavis). L'UNICEF notifie dans les plus brefs délais au Fournisseur son intention d'exercer ce droit et lui en explique les motifs, l'absence de notification étant toutefois sans effet sur la validité de la compensation.

3.9 Chacune des factures réglées par l'UNICEF peut faire l'objet d'un audit de la part des auditeurs externes et internes de l'UNICEF ou d'autres agents agréés de l'UNICEF, en tout temps pendant la durée du Contrat et la période de trois (3) ans qui suit son expiration. L'UNICEF a droit au remboursement par le Fournisseur des sommes dont le paiement a, à l'issue de tels audits, été jugé non conforme au Contrat, indépendamment des raisons pour lesquelles ces paiements ont été faits (y compris les actions ou omissions des fonctionnaires et autres membres du personnel de l'UNICEF).

4. DECLARATIONS ET GARANTIES ; INDEMNISATION ; ASSURANCE

Déclarations et garanties

4.1 Le Fournisseur déclare et garantit que, à la date d'entrée en vigueur du Contrat et pendant toute sa durée :

- a)** il a toute la capacité et tous les pouvoirs nécessaires pour y être partie et s'acquitter des obligations qui en découlent et que le Contrat est licite, valide et contraignant, et lui est opposable dans les conditions qui y sont stipulées ;
- b)** il détient et s'engage à conserver, tout au long de la durée du Contrat, tous les droits, permis, licences, pouvoirs et ressources nécessaires, selon le cas, pour concevoir, se procurer, fabriquer et fournir les Biens et s'acquitter des autres obligations découlant du Contrat ;
- c)** toutes les informations qu'il a précédemment fournies ou qu'il fournit à l'UNICEF pendant la durée du Contrat, qu'elles le concernent ou qu'elles concernent les Biens, sont exactes, correctes, précises et véridiques ;
- d)** il est solvable et en mesure de fournir les Biens à l'UNICEF conformément aux conditions du Contrat ;
- e)** l'utilisation ou la fourniture des Biens n'emporte contrefaçon d'aucun brevet, dessin, nom commercial ou marque de commerce ;
- f)** il n'a conclu et s'engage à ne conclure aucun accord ou arrangement susceptible de restreindre ou de limiter le droit de quiconque d'utiliser, de vendre ou de céder les Biens ou d'en disposer autrement ;
- g)** la conception, la fabrication et la fourniture des Biens sont et resteront conformes à toutes les lois, règles et règlements applicables. Le Fournisseur s'engage à remplir ses engagements dans le respect des intérêts de l'UNICEF et à s'abstenir de toute action pouvant porter préjudice à celui-ci ou à l'Organisation des Nations Unies.

4.2 Le Fournisseur déclare et garantit en outre que les Biens (y compris le conditionnement) :

- a)** sont conformes aux exigences de qualité, de quantité et autres stipulées au Contrat (y compris, dans le cas de produits périssables ou pharmaceutiques, la durée de conservation spécifiée) ;
- b)** sont conformes à tous égards à la documentation technique qu'il a fournie relativement aux Biens et, si des échantillons ont été fournis à l'UNICEF avant la conclusion du Contrat, correspondent et sont comparables à tous égards à ces échantillons ;
- c)** sont neufs et conditionnés en usine ;
- d)** sont adaptés aux fins pour lesquelles ils sont habituellement utilisés et à celles expressément formulées par l'UNICEF dans le Contrat ;
- e)** sont de qualité constante et exempts de défauts ou de vices de conception, de fabrication, de finesse d'exécution ou de matériaux ;
- f)** sont exempts de toute sûreté, charge ou autre réclamation émanant d'une tierce partie ;
- g)** sont contenus ou emballés conformément aux normes de conditionnement à l'exportation pour le type, les quantités et les modes de transport spécifiés dans le Contrat (y compris les mesures de protection adaptée à de tels modes de transport) et marqués de manière appropriée conformément aux instructions stipulées au Contrat et au droit applicable.

4.3 Les garanties fournies au paragraphe 4.2 restent valides pendant la période de garantie indiquée au Contrat, sous réserve que :

- a) la période de garantie pour les produits pharmaceutiques ou autres produits périssables ne soit pas inférieure à la durée de conservation spécifiée au Contrat ;
- b) si aucune période de garantie ou durée de conservation n'est spécifiée au Contrat, les garanties restent valides à compter de la date à laquelle le Fournisseur signe le Contrat jusqu'à l'expiration d'une période de douze (12) mois à compter de la date de délivrance ou de toute date ultérieure pouvant être prescrite par la loi.

4.4 Si le Fournisseur n'est pas le fabricant d'origine de tout ou partie des Biens, il offre à l'UNICEF (ou, selon les instructions de celui-ci, au gouvernement ou à toute autre entité qui reçoit les Biens) toutes les garanties du fabricant en plus de celles qui découlent du Contrat.

4.5 S'agissant du Fournisseur, les déclarations et garanties prévues aux paragraphes 4.1 et 4.2 et les obligations énoncées aux paragraphes 4.3 et 4.4 ci-dessus sont stipulées au profit : a) de chaque entité apportant une contribution financière directe à l'achat des Biens ;

b) de chaque gouvernement ou autre entité qui reçoit les Biens. Indemnisation

4.6 Le Fournisseur s'engage à indemniser, à garantir, à exonérer et à défendre, à ses frais, l'UNICEF et ses responsables, fonctionnaires, consultants et agents, ainsi que toute entité qui apporte une contribution financière directe à l'achat des Biens et chaque gouvernement ou autre entité qui reçoit les Biens, à l'égard de toute poursuite, réclamation, revendication, perte ou action en responsabilité de toute nature, y compris les frais et dépens afférents, de la part de tiers et découlant d'actes ou d'omissions imputables à lui-même, à son Personnel ou à ses sous-traitants dans l'exécution du Contrat. Sont notamment visées :

- a) toute réclamation ou action en responsabilité en matière d'indemnisation des accidents du travail ;
- b) la responsabilité du fait des produits; c) toute action ou réclamation liée à la contrefaçon présumée de brevets, dessins, noms commerciaux ou marques de commerce se rapportant aux Biens ou à toute autre forme de responsabilité découlant de l'utilisation d'inventions ou de dispositifs brevetés, d'œuvres protégées ou d'autres droits de propriété intellectuelle fournis à l'UNICEF sous licence ou autrement, dans le cadre du Contrat, ou utilisés par le Fournisseur, son Personnel ou ses sous-traitants pour l'exécution du Contrat.

4.7 L'UNICEF informe le Fournisseur au sujet de telles poursuites, réclamations, revendications, pertes ou actions en responsabilité dans un délai raisonnable après en avoir pris connaissance. Le Fournisseur assume l'entière direction de tout règlement, défense ou transaction dans le cadre de toute poursuite, procédure, réclamation ou demande, sauf en ce qui concerne la revendication ou la protection des privilèges et immunités de l'UNICEF ou toute autre question s'y rapportant (notamment en ce qui concerne les relations de ce dernier avec les Gouvernements hôtes), lesquelles, s'agissant des rapports entre les Parties, relèvent exclusivement de l'UNICEF (ou des entités publiques concernées). Ce dernier est en droit de se faire représenter à ses frais par un conseil indépendant de son choix dans le cadre de telles poursuites, procédures, réclamations ou demandes.

Assurance

4.8 Le Fournisseur se conforme aux exigences suivantes en matière d'assurance :

a) Il souscrit et maintient en vigueur, auprès d'assureurs réputés et avec une couverture suffisante, une assurance contre tous les risques qu'il pourrait encourir au titre du Contrat (y compris le risque de réclamations liées à ses prestations au titre du Contrat ou en découlant), notamment :

- i) Une assurance tous risques sur ses biens et le matériel utilisé pour l'exécution du Contrat ;
- ii) Une assurance responsabilité civile générale contre tous les risques liés au Contrat et les réclamations qui pourraient en découler, y compris une assurance responsabilité de produits assortie d'une couverture suffisante pour couvrir toutes réclamations découlant des prestations du Fournisseur ou s'y rapportant. L'assurance responsabilité de produits du Fournisseur couvre les conséquences financières directes et indirectes du préjudice (y compris tous les frais de remplacement et autres liés aux campagnes de rappel) subi par l'UNICEF ou les tiers relativement aux Biens ;
- iii) Une assurance suffisante en matière d'indemnisation des accidents du travail et de responsabilité civile de l'employeur ou l'équivalent à l'égard de son Personnel et de ses sous-traitants, pour couvrir toute réclamation au titre du décès ou du préjudice corporel ou matériel découlant de l'exécution du Contrat ;
- iv) Toute autre assurance dont pourront convenir par écrit l'UNICEF et le Fournisseur.

- b)** Le Fournisseur maintient la couverture d'assurance visée à l'alinéa a) du présent paragraphe pendant la durée du Contrat et la période s'étendant, après la cessation d'effet du Contrat, jusqu'à la prescription de toute réclamation visée par l'assurance.
- c)** Le Fournisseur prend en charge le montant de toute franchise ou retenue prévue par la police d'assurance.
- d)** Sauf en ce qui concerne l'assurance visée au point iii) de l'alinéa a) ci-dessus, toute police d'assurance souscrite par le Fournisseur au titre du présent paragraphe :
- i) désigne l'UNICEF comme assuré supplémentaire ;
 - ii) prévoit la renonciation de l'assureur à tout droit de subrogation contre l'UNICEF ;
 - iii) stipule que l'assureur adresse à ce dernier un préavis écrit de trente (30) jours avant toute annulation ou modification de la couverture.
- e)** Le Fournisseur remet sur demande à l'UNICEF des preuves satisfaisantes de la souscription des assurances prévues au présent paragraphe.
- f)** Le respect des exigences du Contrat en matière d'assurance ne limite en aucun cas la responsabilité du Fournisseur, que ce soit au titre du Contrat ou autrement.

Responsabilité

4.9 Le Fournisseur indemnise sans délai l'UNICEF en cas de perte, de destruction ou d'endommagement des biens de celui-ci par son Personnel ou l'un de ses sous-traitants dans le cadre de l'exécution du Contrat.

5. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE OU AUTRE ; CONFIDENTIALITÉ

Droits de propriété intellectuelle ou autre

5.1 Sauf stipulation expresse à l'effet contraire du Contrat :

a) Sous réserve de l'alinéa b) du présent paragraphe, sont dévolus à l'UNICEF tous les droits de propriété intellectuelle ou autre afférents aux produits, procédés, inventions, idées, savoir-faire, données ou documents et autres articles (« Éléments protégés ») : i) que le Fournisseur conçoit pour l'UNICEF dans le cadre du Contrat et qui se rapportent directement à l'exécution de celui-ci ou ii) qui sont produits, préparés ou rassemblés dans le cadre de l'exécution du Contrat. Le terme « Éléments protégés » comprend notamment tous dessins, cartes, photographies, plans, rapports, recommandations, estimations et documents élaborés ou reçus par le Fournisseur, ainsi que toutes autres données compilées ou obtenues par lui au titre du Contrat.

Le Fournisseur reconnaît et accepte que les Éléments protégés constituent des œuvres réalisées sur commande pour l'UNICEF. Ils sont assimilés aux Informations confidentielles de l'UNICEF et ne sont remis qu'aux responsables autorisés de celui-ci à l'expiration ou en cas de résiliation du Contrat.

b) L'UNICEF renonce à revendiquer quelque intérêt dans les droits de propriété intellectuelle ou autre du Fournisseur né avant l'exécution de ses obligations au titre du Contrat ou qu'il peut acquérir ou avoir acquis indépendamment de l'exécution de ces obligations. Le Fournisseur accorde à l'UNICEF une licence perpétuelle pour la jouissance de ces droits de propriété intellectuelle ou autre aux seules fins du Contrat et conformément aux stipulations de celui-ci.

c) À la demande de l'UNICEF, le Fournisseur prend toutes dispositions nécessaires, signe tous les documents requis et apporte son concours en vue de protéger ces droits de propriété et les transférer (sous licence dans le cas des droits de propriété intellectuelle visés à l'alinéa b) ci-dessus) à l'UNICEF, conformément au droit applicable et aux stipulations du Contrat.

Confidentialité

5.2 La Partie qui reçoit de l'autre des Informations confidentielles que celle-ci considère comme lui appartenant ou qui lui sont fournies ou communiquées dans le cadre de l'exécution du Contrat veille à assurer leur confidentialité. Elle accorde le même soin et la même discrétion que ceux accordés à ses propres Informations confidentielles pour éviter la communication de celles de la Partie dont elles émanent et ne les utilise qu'aux fins pour lesquelles elles lui ont été transmises. Elle s'interdit de les communiquer à qui que ce soit :

a) À l'exception de ses Sociétés affiliées, employés, fonctionnaires, représentants, agents et sous-traitants qui en ont besoin pour l'exécution d'obligations découlant du Contrat ;

b) À moins : i) qu'elles ne lui aient été communiquées sans restriction par une tierce partie ; ii) qu'elles n'aient été communiquées par la Partie dont elles émanent à des tiers sans obligation de confidentialité ; iii) qu'elles n'aient été connues du destinataire avant leur communication par la Partie dont elles émanent ; iv) qu'elles ne soient établies à un moment quelconque par le destinataire de manière totalement indépendante de leur communication au titre du Contrat.

5.3 S'il est requis de communiquer des Informations confidentielles de l'UNICEF dans le cadre d'une mesure d'instruction ou de police, le Fournisseur, avant d'obtempérer :

- a) en donne à l'UNICEF un préavis suffisant pour de lui permettre d'obtenir l'intervention des autorités publiques nationales compétentes afin de prendre toute mesure de protection ou autre qu'il estime opportune ;
- b) avise en conséquence l'autorité requérante. L'UNICEF est en droit de communiquer les Informations confidentielles du Fournisseur dans la mesure requise au titre des résolutions et règlements de ses organes directeurs.

5.4 Le Fournisseur ne peut en aucun cas communiquer à quelque personne, gouvernement ou autorité extérieure à l'UNICEF quelque information dont il a connaissance en raison de ses liens avec l'UNICEF et qui n'a pas été rendue publique, sauf autorisation préalable de celui-ci ; il ne peut en aucun cas utiliser pareille information à des fins privées. Expiration du Contrat

5.5 À l'expiration du Contrat ou en cas de résiliation anticipée de celui-ci, le Fournisseur :

- a) Restitue à l'UNICEF toutes les Informations confidentielles qu'il a reçues de lui ou, au choix de l'UNICEF, détruit toutes les copies des informations que lui ou ses sous-traitants détiennent et confirme par écrit cette destruction à l'UNICEF ;
- b) Transfère à l'UNICEF toutes les informations se rapportant à la propriété intellectuelle ou autre, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 5.1.

6. RESILIATION ; FORCE MAJEURE

Résiliation par l'une des Parties pour manquement important

6.1 En cas de manquement important par une Partie à l'une quelconque de ses obligations résultant du Contrat, l'autre peut lui adresser un avis écrit lui enjoignant de corriger le manquement, dans la mesure il peut l'être, dans les trente (30) jours suivant la réception dudit avis. Si la Partie en défaut ne remédie pas au manquement dans le délai de trente (30) jours ou si le manquement ne peut être corrigé, l'autre Partie peut résilier le Contrat. La résiliation prend effet trente (30) jours après la réception, par la Partie en défaut, de l'avis de résiliation écrit. L'ouverture d'une procédure de conciliation ou d'arbitrage, conformément à l'article 9 (Privilèges et immunités ; règlement des différends) ci-dessous, ne constitue pas un motif de résiliation du Contrat.

Droits supplémentaires de résiliation de l'UNICEF

6.2 Outre les droits de résiliation prévus au paragraphe 6.1 ci-dessus, l'UNICEF peut résilier le Contrat avec effet immédiat sur remise d'un avis écrit à cet effet, sans frais de résiliation ni aucune autre obligation de quelque nature :

- a) Dans les situations prévues à l'article 7 (Normes déontologiques) et conformément aux conditions qui y sont énoncées ;
- b) Si le Fournisseur enfreint l'une des dispositions des paragraphes 5.2 à 5.4 (Confidentialité) ;
- c) Si le Fournisseur : i) est déclaré en faillite, fait l'objet d'une mesure de liquidation, devient insolvable, demande un moratoire de ses dettes ou demande à être déclaré insolvable ; ii) obtient un moratoire de ses dettes ou est déclaré insolvable ; iii) procède à une cession au bénéfice d'un ou plusieurs de ses créanciers ; iv) voit ses biens placés sous administration judiciaire pour cause d'insolvabilité ; v) propose à ses créanciers un règlement amiable pour éviter d'être déclaré en faillite ou insolvable ; vi) a connu, de l'avis raisonnable de l'UNICEF, une détérioration de sa situation financière telle qu'elle risque d'empêcher ou de compromettre gravement l'exécution par lui des obligations découlant du Contrat.

6.3 Outre les droits de résiliation prévus aux paragraphes 6.1 et 6.2 ci-dessus, l'UNICEF peut résilier le Contrat en tout temps sur remise d'un avis écrit adressé au Fournisseur dans tous les cas où le mandat ou le financement de l'UNICEF se rapportant à l'exécution du Contrat est réduit ou annulé, en tout ou en partie. L'UNICEF peut également résilier le Contrat moyennant un préavis écrit de soixante (60) jours adressé au Fournisseur sans avoir à motiver sa décision.

6.4 Dès qu'il reçoit un avis de résiliation de l'UNICEF, le Fournisseur prend immédiatement les dispositions nécessaires pour mettre fin rapidement et de façon ordonnée à la fourniture des Biens, en veillant à n'engager à cette fin que le minimum de dépenses, et demande des instructions à l'UNICEF concernant les Biens en transit (le cas échéant) ; il s'abstient, à compter de la date de réception de l'avis de résiliation, de prendre de nouveaux engagements dans le cadre du Contrat. En outre, il prend toutes autres dispositions qu'il juge nécessaires ou que l'UNICEF lui demande par écrit de prendre pour réduire les risques de pertes et pour assurer la protection et la préservation des biens, corporels ou incorporels, qui se trouvent en sa possession dans le cadre de l'exécution du Contrat et sur lesquels l'UNICEF détient ou est susceptible d'acquiescer des droits.

6.5 En cas de résiliation du Contrat, le Fournisseur n'a droit au paiement par l'UNICEF que des Biens délivrés conformément aux exigences du Contrat et uniquement si ceux-ci ont été commandés, demandés ou autrement fournis avant la réception par le Fournisseur de l'avis de résiliation de l'UNICEF ou, en cas de résiliation par lui-même, avant la date de prise d'effet de cette résiliation. Le Fournisseur n'a droit à aucun paiement autre que ceux prévus au présent paragraphe, mais il demeure responsable envers l'UNICEF de toute perte ou tout dommage que ce dernier pourrait subir en raison d'un manquement de sa part (notamment quant au coût de l'acquisition et de la fourniture de biens de remplacement).

6.6 Les droits de résiliation visés au présent article s'ajoutent à tous les autres droits et voies de droit dont dispose l'UNICEF au titre du Contrat.

Force majeure

6.7 Si un cas de force majeure met définitivement une Partie dans l'incapacité totale ou partielle d'honorer les obligations qui lui incombent au titre du Contrat, l'autre Partie peut résilier celui-ci aux conditions énoncées au paragraphe 6.1, sauf que le délai de préavis est alors réduit à sept (7) jours au lieu de trente (30) jours. Le terme « Force majeure » s'entend de tout fait imprévisible et imparable résultant de causes indépendantes de la volonté des Parties et comprend les phénomènes naturels, les actes de guerre (que celle-ci ait été déclarée ou non), les invasions, les révolutions, les insurrections, les actes de terrorisme et tous autres événements de nature ou de gravité comparables. Sont toutefois exclus :

- a) tout fait causé par la négligence ou l'action intentionnelle d'une Partie ;
- b) tout fait qu'une partie diligente aurait raisonnablement dû prendre en considération ou prévoir au moment où le Contrat a été conclu ;
- c) l'insuffisance de fonds, l'impossibilité d'effectuer les paiements requis au titre du Contrat ou tout phénomène économique, y compris l'inflation, l'augmentation des prix ou la disponibilité de la main d'œuvre ;
- d) tout fait résultant de conditions difficiles ou de problèmes logistiques rencontrés par le Fournisseur (y compris les troubles civils) en raison des lieux où l'UNICEF intervient ou est sur le point de le faire ou d'où il se retire, ou lié aux activités d'aide humanitaire, d'urgence ou d'intervention de l'UNICEF.

7. NORMES DEONTOLOGIQUES

7.1 Le Fournisseur assume la responsabilité des qualités professionnelles et techniques de son Personnel et s'engage à confier l'exécution des travaux prévus au Contrat à des personnes fiables et compétentes qui font preuve d'efficacité dans l'exécution des obligations découlant du Contrat tout en respectant les lois et traditions locales et les normes les plus élevées de comportement moral et éthique.

7.2 a) Le Fournisseur déclare et garantit qu'il n'a offert et n'offrira à aucun fonctionnaire de l'UNICEF ou d'un organisme du système des Nations Unies quelque avantage direct ou indirect relativement au Contrat, notamment en vue de l'adjudication de celui-ci. Sont notamment considérés comme un tel avantage direct ou indirect les cadeaux, les faveurs ou l'hospitalité.

b) Le Fournisseur déclare et garantit que les exigences ci-après concernant les anciens Fonctionnaires de l'UNICEF ont été respectées et continueront de l'être :

- i) Au cours de l'année qui suit la cessation d'emploi d'un fonctionnaire de l'UNICEF, il lui est interdit de faire à celui-ci une offre d'emploi directe ou indirecte si, au cours des trois années précédant la fin de son engagement, il a participé à quelque aspect d'un processus d'approvisionnement de l'UNICEF auquel lui-même a pris part.
- ii) Au cours des deux (2) années suivant sa cessation d'emploi à l'UNICEF, il est interdit à l'ancien fonctionnaire de communiquer avec l'UNICEF en son nom ou d'intervenir en sa faveur, directement ou indirectement, relativement à toute question relevant des responsabilités qu'il assumait en son sein.

c) Le Fournisseur déclare, en ce qui concerne tous les aspects du Contrat (y compris l'adjudication de celui-ci par l'UNICEF, ainsi que la sélection des sous-traitants et l'attribution des contrats de sous-traitance), qu'il a fait part à l'UNICEF de toute situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts réel ou potentiel ou d'être raisonnablement perçue comme telle.

7.3 Le Fournisseur déclare et garantit également que ni lui ni ses Sociétés affiliées, son Personnel ou ses administrateurs n'ont fait l'objet d'aucune sanction ou suspension temporaire imposée par un organisme du système des Nations Unies ou par une autre organisation intergouvernementale internationale. Le Fournisseur informe immédiatement l'UNICEF si lui-même ou l'une de ses Sociétés affiliées ou son Personnel ou ses administrateurs font l'objet d'une telle sanction ou suspension temporaire pendant la durée du Contrat.

7.4 Le Fournisseur :

- a) s'engage à observer les normes déontologiques les plus élevées ;
- b) s'efforce de protéger l'UNICEF contre la fraude dans l'exécution du Contrat ; c) se conforme aux dispositions applicables du règlement de l'UNICEF en matière d'interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption. En particulier, il s'interdit tout acte de corruption ou manœuvre frauduleuse, coercitive, collusoire ou obstructive au sens du règlement de l'UNICEF en matière d'interdiction et de lutte contre la fraude et la corruption ; cet engagement vaut également pour les membres de son Personnel, ses agents et sous-traitants.

7.5 Pendant la durée du Contrat, le Fournisseur se conforme :

- a) à toutes les lois, ordonnances, règles et règlements applicables à l'exécution de ses obligations au titre du Contrat ;
- b) aux normes de conduite énoncées par le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies (disponible sur le site Web du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies à l'adresse www.ungm.org).

7.6 Le Fournisseur déclare et garantit que ni lui ni ses Sociétés affiliées ne se livrent, directement ou indirectement :

- a) à quelque pratique incompatible avec les droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris l'article 32, ou la Convention de l'Organisation internationale du Travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, n°182 (1999) ;
- b) à la fabrication, la vente, la distribution ou l'utilisation de mines antipersonnel ou de composants utilisés dans la fabrication de mines antipersonnel.

7.7 Le Fournisseur déclare et garantit qu'il a pris et continuera de prendre toutes les mesures voulues pour prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles de la part de son Personnel, y compris ses employés ou toute personne engagée par lui pour fournir quelque service dans le cadre du Contrat. En ce sens, toute activité sexuelle avec une personne de moins de 18 ans, indépendamment des lois relatives à l'âge de consentement, constitue une forme d'exploitation ou d'atteintes sexuelles contre cette personne.

En outre, le Fournisseur déclare et garantit qu'il a pris et continuera de prendre toutes les mesures voulues pour interdire à son Personnel, y compris ses employés et toute autre personne engagée par lui, de fournir une somme d'argent, des biens, des services ou quelque autre contrepartie en échange de faveurs sexuelles ou d'activités de nature sexuelle à caractère dégradant. Cette disposition constitue une condition fondamentale du Contrat et tout manquement à cet égard donne à l'UNICEF le droit de résilier le Contrat immédiatement, sur avis adressé au Fournisseur, sans aucuns frais de résiliation ou autre obligation de quelque nature.

7.8 Le Fournisseur informe l'UNICEF dès qu'il a connaissance d'une situation ou d'un signalement incompatible avec les engagements et les déclarations prévus au présent article.

7.9 Le Fournisseur reconnaît et convient que chacune des dispositions du présent article constitue une condition fondamentale du Contrat.

a) L'UNICEF se réserve le droit, à son entière discrétion, de suspendre ou de résilier avec effet immédiat le Contrat et tout autre contrat passé entre lui et le Fournisseur sur avis écrit adressé à ce dernier si : i) il a connaissance d'une situation ou d'un signalement incompatible avec le Contrat ou en cas de manquement par le Fournisseur à l'un ou l'autre des engagements et déclarations prévus au présent article ou aux dispositions correspondantes de tout contrat le liant au Fournisseur ou à l'une de ses Sociétés affiliées; ii) le Fournisseur ou l'une de ses Sociétés affiliées, son Personnel ou ses administrateurs font l'objet d'une sanction ou suspension temporaire au sens du paragraphe 7.3 pendant la durée du Contrat.

b) En cas de suspension, si le Fournisseur prend les mesures voulues pour remédier à la situation ou au manquement en question à la satisfaction de l'UNICEF et dans le délai stipulé dans l'avis de résiliation, l'UNICEF peut lever la suspension par notification écrite au Fournisseur, le Contrat et tous les autres contrats concernés recommençant dès lors à produire leurs effets conformément à leurs stipulations. Si toutefois l'UNICEF n'est pas convaincu que le Fournisseur prend à cœur la résolution satisfaisante de l'affaire, il peut en tout temps exercer son droit de résilier le Contrat et tout autre contrat le liant au Fournisseur.

c) La suspension ou résiliation au titre du présent article 7 n'entraîne aucuns frais de résiliation ni aucune autre obligation ou autre forme de responsabilité de quelque nature.

8. PLEINE COOPERATION AUX AUDITS ET ENQUETES

8.1 L'UNICEF est en droit de faire enquête sur tout aspect du Contrat, y compris son adjudication, son exécution et les prestations des Parties en général, y compris l'observation par le Fournisseur des dispositions de l'article 7 ci-dessus. Le Fournisseur coopère pleinement et en temps voulu aux inspections, audits après paiement et enquêtes, notamment en donnant accès à son Personnel et à tous documents et données utiles, suivant des modalités de temps et autres qui soient raisonnables, et accorde à l'UNICEF et aux inspecteurs, vérificateurs ou enquêteurs l'accès à ses locaux à des moments et dans des conditions raisonnables afin qu'ils puissent avoir accès à son Personnel et à tous documents et données utiles. Le Fournisseur exige de ses sous-traitants et agents, y compris ses avocats, comptables et autres conseillers, qu'ils apportent leur concours raisonnable aux inspections, audits après paiement et enquêtes effectués par l'UNICEF.

9. PRIVILEGES ET IMMUNITES ; REGLEMENT DES DIFFERENDS

9.1 Aucune disposition du Contrat ni aucun élément y afférent ne doit s'interpréter comme une renonciation, expresse ou implicite, volontaire ou involontaire, à l'un ou l'autre des privilèges et immunités conférés à l'Organisation des Nations Unies, y compris l'UNICEF et ses organes subsidiaires, par la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies de 1946, ou autrement.

9.2 Aucun système de droit national ou local ne peut être invoqué pour l'interprétation ou l'application des stipulations et des conditions du Contrat.

9.3 Les Parties font tout leur possible pour régler à l'amiable tout différend, contestation ou réclamation découlant du Contrat ou s'y rapportant. Si les Parties souhaitent y parvenir par voie de conciliation, elles appliquent le Règlement de conciliation de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), dans sa version en vigueur, ou toute autre procédure dont elles pourraient convenir d'un commun accord. Tout différend, contestation ou réclamation découlant du Contrat qui n'est pas résolu dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours après que l'une des Parties a reçu de l'autre une demande de règlement à l'amiable peut être soumis à arbitrage par l'une ou l'autre.

L'arbitrage a lieu conformément au Règlement d'arbitrage en vigueur de la CNUDCI, dans la ville de New York aux États-Unis d'Amérique. Le tribunal arbitral rend ses décisions sur la base des principes généraux du droit commercial international. Il n'est pas habilité à accorder de réparation pour préjudice moral ou à ordonner le paiement d'intérêts à un taux supérieur au taux interbancaire alors en vigueur à Londres (LIBOR) ou d'intérêts composés. La sentence rendue à l'issue d'une telle procédure arbitrale s'impose aux Parties et règle définitivement leur différend, contestation ou réclamation.

10. AVIS

10.1 Tout avis, demande ou consentement requis ou autorisé aux termes du Contrat doit être formulé par écrit et adressé au destinataire désigné à cet effet. Il est remis en mains propres, transmis par courrier recommandé ou par courrier électronique avec accusé de réception. Il est réputé avoir été reçu, selon le cas, au moment de sa remise en mains propres, de la signature du récépissé en cas d'envoi par courrier recommandé) ou vingt-quatre (24) heures après l'envoi de l'accusé de réception depuis l'adresse électronique du destinataire en cas d'envoi par courrier électronique avec accusé de réception.

10.2 Tout avis, document ou récépissé délivré dans le cadre du Contrat doit être conforme aux stipulations et conditions de celui-ci, lesquelles prévalent en cas d'ambiguïté, de divergence ou d'incohérence.

10.3 Tous les documents formant le Contrat et tous les documents, avis et récépissés établis ou fournis sous son régime ou s'y rapportant sont réputés comporter les stipulations de l'article 9 (Privilèges et immunités ; règlement des différends), et sont interprétés et appliqués en conséquence.

11. DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Le Fournisseur reconnaît l'engagement de l'UNICEF en faveur de la transparence, ainsi que l'énonce la Politique de celui-ci en matière de divulgation de l'information, et confirme qu'il consent à la communication au public, si l'UNICEF le juge opportun et selon les modalités fixées par lui, des stipulations et conditions du Contrat.

11.2 L'inaction de l'une des Parties à l'égard de tout manquement par l'autre aux conditions du Contrat n'emporte en aucun cas renonciation à la violation ou au manquement, ni à quelque autre violation, manquement ou faute à venir, et ne doit pas être interprétée comme telle.

11.3 Dans ses relations avec l'UNICEF, le Fournisseur a qualité d'entrepreneur indépendant. Aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée comme plaçant les Parties dans un rapport de mandat ou de coentreprise.

11.4 a) Sauf stipulation expresse du Contrat, le Fournisseur s'engage à fournir, à ses frais exclusifs, tout le personnel, l'équipement, le matériel et les fournitures nécessaires et à prendre toutes les dispositions utiles pour s'acquitter de ses obligations au titre du Contrat.

b) Dans le cas où le Fournisseur a besoin de s'attacher les services de sous-traitants pour s'acquitter de ses obligations découlant du Contrat, il en informe l'UNICEF. Les conditions de tout contrat de sous-traitance sont subordonnées à celles du Contrat et interprétées à tous égards en conformité avec celles-ci.

c) Le Fournisseur confirme avoir lu le règlement de l'UNICEF concernant la protection des enfants. Il s'engage à faire en sorte que son Personnel comprenne les exigences de notification applicables, ainsi qu'à établir et à appliquer les mesures voulues pour veiller au respect de ces exigences. En outre, il coopère avec l'UNICEF à la mise en œuvre de ce règlement.

d) Le Fournisseur assume l'entière responsabilité de tous les services fournis par les membres de son Personnel et ses sous-traitants et de leur conformité avec les stipulations et conditions du Contrat. Les membres de son Personnel, y compris ses sous-traitants individuels, ne peuvent en aucun cas être assimilés à des employés ou à des agents de l'UNICEF.

e) Sans préjudice de la portée des dispositions du Contrat, le Fournisseur assume l'entière responsabilité, à la décharge de l'UNICEF : i) de tous les paiements dus à son Personnel et à ses sous-traitants pour leurs services dans le cadre de l'exécution du Contrat; ii) de toute action, omission, négligence ou faute de sa part ou de celle de son Personnel ou de ses sous-traitants; iii) de toute couverture d'assurance pouvant être nécessaire ou souhaitable pour l'exécution du Contrat; iv) de la sécurité de son Personnel et de celui de ses sous-traitants; v) des frais, dépenses ou réclamations associés à toute maladie, blessure, décès ou invalidité de membres de son Personnel ou de celui de ses sous-traitants, l'UNICEF n'assumant aucune responsabilité à l'égard des situations visées à l'alinéa d) du présent paragraphe.

11.5 Le Fournisseur ne peut, sans avoir préalablement obtenu le consentement écrit de l'UNICEF, céder, transférer, donner en gage ou autrement aliéner le Contrat, en tout ou en partie, ou les droits et obligations en découlant.

11.6 Ni l'octroi d'un délai à l'autre Partie pour remédier à un défaut dans le cadre du Contrat, ni l'exercice tardif ou le non exercice, par une Partie, d'une autre voie de droit à sa disposition au titre du Contrat, ne doit être interprété comme portant préjudice ou renonciation aux droits ou voies de droit dont elle dispose au titre du Contrat.

11.7 Le Fournisseur s'interdit de chercher à saisir ou à grever d'une charge ou d'une sûreté les sommes dues ou devenant exigibles au titre du Contrat, ou d'autoriser qui que ce soit d'autre à le faire, et s'engage à lever ou faire lever toute saisie, charge ou sûreté existante.

11.8 Le Fournisseur s'abstient de faire état publiquement, à des fins commerciales ou publicitaires, de sa relation contractuelle avec l'UNICEF ou l'Organisation des Nations Unies. Hormis les références au nom de l'UNICEF dans les rapports annuels ou les communications entre lui et ce dernier, son Personnel et ses sous-traitants, il s'abstient d'utiliser, de quelque manière que ce soit, dans le cadre de ses activités et sans l'autorisation écrite de l'UNICEF, le nom, l'emblème ou le sceau officiel de celui-ci ou de l'Organisation des Nations Unies, ou toute abréviation du nom s'y rapportant.

11.9 Le Contrat peut être traduit dans d'autres langues. La traduction du Contrat est faite par souci de commodité uniquement et la version anglaise prévaut en toutes circonstances.

11.10 Aucune modification du Contrat, aucune renonciation à l'une de ses stipulations, ni aucun autre rapport contractuel avec le Fournisseur ne peut être réputé valable et opposable à l'UNICEF à moins d'avoir été constaté sous la forme d'un avenant écrit au Contrat, signé par un responsable autorisé de l'UNICEF.

11.11 La délivrance des Biens et l'expiration ou la résiliation anticipée du Contrat sont sans effet sur l'application des dispositions énoncées aux paragraphes 2.8, 2.9, 3.8, 3.9, 4, 5, 7, 8, 9, 11.1 et 11.2, à l'alinéa 11.4 e) et aux paragraphes 11.6 et 11.8.***

PAIEMENT : Les fournitures seront payées à 100% par l'UNICEF après leur livraison et acceptation par le chef de section que le matériel a été conformément bien rendus.

ANNEXE B : TERMES DE REFERENCE (Voir pièce jointe)



TDR LTA NFI
Septembre 2024_VF-

ANNEXE C: Déclaration sur l'honneur

(Raison sociale/Adresse complète du Soumissionnaire)

.....
.....
.....

A l'attention de l'UNICEF

(Adresse complète)

.....
.....
.....

Objet: Déclaration sur l'honneur

Ref. Soumission pour l'appel d'offre pour le service de.....

Messieurs,

Nous soussigné (raison sociale ou nom de la société), représentée par :
/MM.....Fonction..... déclarons sur l'honneur que notre entreprise

ou société, n'a pas fait l'objet des poursuites, des manquements ou sanctions suivantes :

d'une interdiction de concourir aux appels d'offres de marché public ou privé;

d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventifs, cessation d'activité ou situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales de.....;

d'une faute grave en matière professionnelle que l'UNICEF peut vérifier par tout moyen;

d'un défaut grave d'exécution en raison du non-respect des obligations contractuelles suite à la procédure de passation d'un autre marché.

En ma qualité du représentant légal du soumissionnaire, j'atteste que les informations fournies dans la présente déclaration sont exactes et je comprends que l'UNICEF peut les vérifier et rejeter la soumission ou rompre le contrat en cas de fausse déclaration.

La présente déclaration est faite pour servir et valoir ce que de droit.

Nom du contact: Fonction :

Date : Signature/Cachet : Tel :

ANNEXE D : Acte d'engagement

Le formulaire ci-dessous doit être rempli, date et signé du représentant légal du soumissionnaire

Je soussigné ; (Nom, Prénoms) : _____
Agissant en qualité de : _____
Au nom et pour le compte de : _____
Dénommé dans ce qui suit : « fournisseur »
Forme juridique : _____
Siège Social : _____
Téléphone : _____
Inscrit au Registre du Commerce de : _____
Sous le numéro : _____
Numéro de contribuable : _____

Préalablement à ce qui suit, déclare m'engager pour réaliser à fournir les services objet du présent appel d'offre,
Après avoir pris connaissance de l'ensemble des documents du Dossier du marché.

Après m'être personnellement rendu compte de la situation des lieux et après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité, la nature et la difficulté des services à fournir.

Remets, revêtus de ma signature, toutes les pièces constituant les bons de commande pour fourniture et livraison de divers articles non-alimentaires.

Me soumetts et m'engage envers l'UNICEF à fournir les articles sollicités conformément, aux conditions fixées dans le présent marché, et moyennant les prix que j'ai établis dans mon offre financière, lesquels prix, fermes et non révisables durant toute la durée du futur contrat.

Les prix indiqués dans mon offre financière comprennent toutes les dépenses, sans exception en vue d'assurer sans difficulté les prestations du présent marché.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par l'UNICEF.

Je m'engage à assurer les prestations dès réception de la lettre de notification du marché dans un délai de

Cette offre continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période jusqu'à ce qu'un marché en bonne et due forme soit préparé et signé.

Nom du contact: _____ Fonction : _____

Date : _____ Signature/Cachet : _____ Tel : _____

ANNEXE E: LETTRE DE SOUMISSION

MODELE DE LETTRE DE SOUMISSION DE L'OFFRE FINANCIERE

(Nom du soumissionnaire)

(Lieu et date)

Objet :

A
(Nom et adresse de l'UNICEF)

Monsieur Le Représentant de l'UNICEF au Tchad,

Après avoir examiné le dossier d'appel d'offre pour le **LITB-2024-9193059** – pour la fourniture et livraison de divers articles non-alimentaires.

Nous vous soumettons par la présente notre offre financière sous enveloppe fermée et cachetée.

Nous nous engageons sur la base de cette offre pour une période couvrant la période du contrat qui sera signé suite à ce processus.

Cette offre continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période jusqu'à ce qu'un marché en bonne et due forme soit préparé et signé.

Les termes de référence font partie intégrante de notre offre.

Veuillez agréer, Monsieur Le Représentant, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature

Nom et Prénom du représentant habilité

ANNEXE F : FORMULAIRE DE DECLARATION DES FOURNISSEURS

Déclaration des fournisseurs

Declaration

The undersigned, being a duly authorized representative of the Company, represents and declares that:

Le soussigné, en tant que représentant dûment autorisé de la Société, représente et déclare que :

| | | | |
|----|--|--------------------------|--------------------------|
| | | | |
| 1. | <p>The Company and its Management¹ have not been found guilty pursuant to a final judgment or a final administrative decision of any of the following</p> <p>La Société et sa Direction n'ont pas été reconnues coupables en vertu d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive dans l'un des cas suivants :</p> | YES | NO |
| | a. Fraud; Fraude | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | b. Corruption; Corruption | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | c. conduct related to a criminal organisation; Comportement lié à une organisation criminelle | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | d. money laundering or terrorist financing; Blanchiment d'argent ou financement du terrorisme | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | e. terrorist offences or offences linked to terrorist activities; Infractions terroristes ou infractions liées à des activités terroristes | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | f. sexual exploitation and abuse; Exploitation et abus sexuels; | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | g. child labour, forced labour, human trafficking; or Travail des enfants, travail forcé, traite des êtres humains ; ou | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | h. irregularity (non-compliance with any legal or regulatory requirement applicable to the Company or its Management). Irrégularité (non-respect de toute exigence légale ou réglementaire applicable à la Société ou à sa Direction). | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. | <p>The Company and its Management have not been found guilty pursuant to a final judgment or a final administrative decision of grave professional misconduct.</p> <p>La Société et sa Direction n'ont pas été reconnues coupables en vertu d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive de faute professionnelle grave.</p> | | |
| 3. | <p>The Company and its Management are not: bankrupt, subject to insolvency or winding-up procedures, subject to the administration of assets by a liquidator or a court, in an arrangement with creditors, subject to a legal suspension of business activities, or in any analogous situation arising from a similar procedure provided for under applicable national law.</p> <p>La Société et sa Direction ne sont pas : en faillite, soumises à une procédure d'insolvabilité ou de liquidation, soumises à l'administration des biens par un liquidateur ou un tribunal, en accord préventif, soumises à une suspension</p> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

¹ "Management" means any person having powers of representation, decision-making or control over the Organization. This may include, for example, executive management and all other persons holding downstream managerial authority, anyone on the board of directors, and controlling shareholders.

| | | | |
|----|---|--------------------------|--------------------------|
| | légal d'activité, ou en situation analogue résultant d'une procédure similaire prévue par le droit national applicable. | | |
| 4. | The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision finding them in breach of their obligations relating to the payment of taxes or social security contributions. La Société et sa Gérance n'ont pas fait l'objet d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive les constatant en manquement à leurs obligations en matière de paiement d'impôts ou de cotisations sociales. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 5. | The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision which found they created an entity in a different jurisdiction with the intent to circumvent fiscal, social or any other legal obligations in the jurisdiction of its registered office, central administration, or principal place of business (<i>creating a shell company</i>). La Société et sa Direction n'ont pas fait l'objet d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive constatant qu'ils ont créé une entité dans une juridiction différente dans l'intention de contourner des obligations fiscales, sociales ou toute autre obligation légale dans la juridiction de son siège social, l'administration centrale, ou l'établissement principal (création d'une société écran). | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 6. | The Company and its Management have not been the subject of a final judgment or a final administrative decision which found the Company was created with the intent referred to in point (5) (<i>being a shell company</i>) La Société et sa Direction n'ont pas fait l'objet d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive constatant que la Société a été créée avec l'intention visée au point (5) (étant une société écran) | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

The UNICEF reserves the right to disqualify the Company suspend or terminate any contract or other arrangement between the UNICEF and the Company, with immediate effect and without liability, in the event of any misrepresentation made by the Company in this Declaration.

L'UNICEF se réserve le droit de disqualifier la Société, de suspendre ou de résilier tout contrat ou autre arrangement entre l'UNICEF et la Société, avec effet immédiat et sans responsabilité, en cas de fausse déclaration faite par la Société dans la présente Déclaration.

It is the responsibility of the Company to immediately inform the UNICEF of any changes in the situations declared.

Il appartient à la Société d'informer immédiatement l'UNICEF de toute évolution des situations déclarées.

This Declaration is in addition to, and does not replace or cancel, or operate as a waiver of, any terms of contractual arrangements between the UNICEF and the Company.

Cette déclaration s'ajoute à, et ne remplace pas ou n'annule pas, ou ne fonctionne pas comme une renonciation aux termes des accords contractuels entre l'UNICEF et la Société.

Signature: _____
Date: _____
Name and Title: _____
Name of the Company: _____
UNGM #: _____
Postal Address: _____
Email: _____

ANNEXE G : CONDE DE CONDUITE UNICEF

Code de conduite UNICEF : protection contre l'exploitation et l'abus sexuel-annexe G



CODE DE CONDUITE UNICEF : PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION ET L'ABUS SEXUEL.

Note : à mettre dans l'offre technique après signature et cachet.

L'exploitation et les abus sexuels (EAS) envers ceux que nous cherchons à assister, sont des actes inacceptables et interdits. Ils constituent une très grave atteinte à la confiance que nous accordent les populations que nous servons et à notre devoir de redevabilité à leur égard. De tels actes portent atteinte aux droits humains des victimes et nuisent gravement à la crédibilité et à l'image de l'UNICEF et des Nations Unies ainsi que de la communauté humanitaire et de la communauté des acteurs de développement. Ils minent les bonnes relations que nous pouvons et devons entretenir avec les communautés et mettent en danger à termes, notre capacité d'action.

Les Nations Unies ont mis en place des mesures pour prévenir et combattre l'exploitation et les abus sexuels commis par le personnel des Nations Unies et personnel associé (c.a.d., les consultants, les travailleurs et les volontaires d'organisations sous contrat avec l'ONU). Ces mesures sont décrites dans le Bulletin du Secrétaire général ST/SGB/2003/13 sur les mesures spéciales de protection contre l'exploitation et les abus sexuels. Dans le respect de ces dispositions en tant que fournisseur/prestataire,

Je m'engage à :

1. Traiter toutes les personnes avec équité et respect, courtoisie et dignité, conformément à la Législation internationale sur les Droits de l'Homme et les Droits de l'Enfant.
2. Pourvoir une assistance humanitaire aux populations affectées en y intégrant les éléments de protection : « Ne Pas Nuire » en assurant la sûreté, la dignité et un accès effectif aux services mis en place.
3. Aider à créer et maintenir un environnement qui empêche l'exploitation et les abus sexuels, le harcèlement sexuel, la corruption ou l'abus de pouvoir et favoriser la mise en œuvre du code de conduite.
4. Signaler immédiatement toute allégation, suspicion ou préoccupation concernant le manquement aux normes énoncées dans le présent code de conduite soit en toute confidentialité au point focal protection contre l'exploitation et l'abus sexuel, ou au représentant de l'UNICEF en (mentionner le bureau pays), ou à l'adresse générique suivante : xxx
5. Enquêter et prendre les mesures correctives appropriées, y compris imposer des mesures disciplinaires à l'individu qui a commis une EAS.
6. M'assurer que les dispositions de protection contre l'exploitation et l'abus sexuel sont incluses dans tous les accords de sous-traitance.
7. Ne pas porter intentionnellement de fausses accusations contre un autre travailleur pour violation des dispositions du code de conduite, ni diffuser de fausses déclarations concernant des collègues ou l'UNICEF.
8. Fournir périodiquement une formation à mes employés sur l'interdiction des actes d'exploitation et d'abus sexuels, y compris les nouveaux employés.
9. Suivre les cours de formation obligatoires pour la protection contre l'exploitation et les abus sexuels, le harcèlement sexuel et l'abus de pouvoir. Ces cours seront disponibles gratuitement sur la plateforme de l'UNICEF Agora.

Je reconnais qu'il est strictement interdit de :

7. Entretenir une activité sexuelle avec des enfants, quel que soit l'âge de la majorité ou du consentement local. La méconnaissance de l'âge réel de l'enfant ne peut être invoquée comme moyen de défense.

8. Abuser de mon autorité, de ma position ou de mon influence en refusant une protection, une aide ou des services humanitaires, ni accorder un traitement préférentiel afin de solliciter des faveurs sexuelles, des cadeaux, des paiements de quelque nature que ce soit ou tout autre avantage.
9. Echanger de l'argent, de l'emploi, des biens ou services avec qui que ce soit, y compris l'échange de l'aide qui est due aux bénéficiaires, contre des faveurs sexuelles.
10. De se rendre dans des maisons de prostitution ou des lieux déclarés interdits par les organes de sécurité de chaque agence/organisation.
11. Se servir d'enfants ou d'adultes pour obtenir d'autres personnes, qu'elles se livrent à des activités sexuelles.
12. Accepter toute faveur sexuelle en échange d'une assistance alimentaire ou non alimentaire fournie aux bénéficiaires.

Je certifie avoir lu et compris le contenu ci-dessus et je m'engage à respecter en tout temps le présent code de conduite sur l'exploitation et l'abus sexuel.

Nom de la compagnie

Représentant légal

Signature

Lieu

Date

INTERPRETATION DES TERMES DU CODE DE CONDUITE.

Enfant : une personne âgée de moins de 18 ans.
Le pouvoir désigne l'autorité ou la capacité décisive d'affecter matériellement diverses formes de droits ou de relations. Le pouvoir découle principalement de la position, du rang, de l'influence, du statut ou du contrôle des ressources.

Des relations de pouvoir inégales constituent l'un des environnements les plus critiques en matière d'exploitation sexuelle. Une fois encore, il est rappelé qu'en raison de leur statut inégal, les femmes et les filles sont particulièrement exposées au risque d'exploitation et de violence sexuelles, bien que les garçons et même les hommes adultes puissent également être vulnérables.

Abus sexuel : Toute atteinte sexuelle commise avec force, contrainte ou à la faveur d'un rapport inégal, la menace d'une telle atteinte constituant aussi l'abus sexuel.

Exploitation sexuelle : Fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris mais non exclusivement en vue d'en tirer un avantage pécuniaire, social ou politique.

Exploitation et abus sexuels (EAS) : Formes particulières de violence sexuelle qui ont été signalées dans des contextes humanitaires, plus spécifiquement les actes mettant en cause des travailleurs humanitaires.

Le harcèlement sexuel implique toute avance sexuelle non souhaitée, toute demande de faveur sexuelle, toute conduite verbale ou physique ou tout geste de nature sexuelle, où tout autre comportement de nature sexuelle qui pourrait raisonnablement choquer ou humilier quelqu'un. Le harcèlement sexuel peut se produire lorsqu'il interfère avec le travail, devient une condition d'emploi ou crée un environnement intimidant, hostile ou offensant. Il peut s'agir d'un incident ponctuel ou d'une série d'incidents. Le harcèlement sexuel peut survenir en dehors du lieu de travail et / ou en dehors des heures de travail.

Le personnel de l'UNICEF : Le personnel de l'UNICEF comprend tous les travailleurs engagés par l'UNICEF ou représentant l'UNICEF, qu'ils soient recrutés localement ou au plan international.

Travailleur humanitaire : toute personne qui est associée à la fourniture d'une protection et/ou d'une assistance aux populations touchées et qui a une relation contractuelle avec l'organisme participant/les partenaires, y compris les travailleurs auxiliaires issus des communautés ciblées. Ce terme englobe l'ensemble du personnel des organismes et entités humanitaires, y compris le personnel des Nations Unies, des OG, des ONG, des partenaires d'exécution et des organisations communautaires concernées, ainsi que le personnel rémunéré, les volontaires, les entreprises partenaires, les travailleurs auxiliaires, et toute personne exécutant une tâche au nom d'un organisme ou d'une entité humanitaires, quels que soient le type ou la durée de leur contrat.

Bénéficiaires de l'aide humanitaire : Personnes qui reçoivent une aide dans le cadre de secours d'urgence ou de l'aide au développement au titre de programmes d'assistance (globalement : « la population touchée » ou « la communauté touchée »). Ce terme englobe les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et d'autres personnes vulnérables, ainsi que les membres des communautés d'accueil. La victime d'exploitation ou d'abus sexuels au sens où on l'entend ici est un bénéficiaire, sans être nécessairement dans une situation de vulnérabilité ; l'existence d'un rapport de force inégal ou d'un rapport de confiance suffit.

Relations sexuelles avec les bénéficiaires : les agents de développement et les agents humanitaires occupent des postes d'autorité, de pouvoir et de contrôle des ressources et des services. Les relations sexuelles entre les bénéficiaires et les agents humanitaires devraient susciter des inquiétudes, y compris même celles que l'on pourrait qualifier de convenables et consensuelles. Il ne devrait y avoir aucune place pour même la perception que des relations abusives et exploitantes pourraient avoir lieu.

DISPOSITION CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE L'EXPLOITATION ET LES ABUS SEXUELS

Note : à signer, cacheter et mettre dans l'offre technique

Le soumissionnaire déclare et garantit qu'il a pris et prendra toutes les mesures appropriées pour prévenir l'exploitation ou les abus sexuels par son personnel, y compris ses employés ou toute personne engagée par son entreprise pour fournir des biens et/ou services au titre du bon de commande ou contrat qui lui sera attribué par UNICEF.

À ces fins, l'activité sexuelle avec toute personne âgée de moins de 18 ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constituera l'exploitation et l'abus sexuels de cette personne.

En outre, le soumissionnaire déclare et garantit qu'il a pris et prendra toutes les mesures appropriées pour interdire à son personnel ou à toute personne engagée par son entreprise d'échanger de l'argent, des biens, des services ou d'autres choses de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles, ou de se livrer à des activités sexuelles qui exploitent ou dégradent toute personne.

Cette disposition constitue une condition essentielle pour l'exécution d'un bon de commande ou contrat avec l'UNICEF qui serait issu du présent processus de sélection et toute violation de cette déclaration et garantie autorisera l'UNICEF à résilier immédiatement le bon de commande ou contrat, après notification au fournisseur/prestataire, sans aucune responsabilité pour les frais de résiliation ou toute autre responsabilité de quelque nature que ce soit.